

REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-13

Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD-13

Document de travail

11-13 novembre 2015

Équipe de projet



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé analytique

Le présent document présente l'état d'avancement de la mise en œuvre des priorités opérationnelles et des secteurs d'intérêt particulier à mi-parcours de la treizième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13). Il met également en relief certaines des difficultés rencontrées et la façon dont elles ont été réglées.

Mise en œuvre du FAD-13

En dépit d'un environnement opérationnel difficile au cours de la première moitié du cycle du FAD-13, en particulier la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest, **la mise en œuvre du FAD-13 est sur la bonne voie et se poursuit conformément aux engagements pris au cours des discussions sur la reconstitution.** Fin août 2015, 83 opérations évaluées à 2,25 milliards d'UC avaient été approuvées, soit 41 % des ressources du FAD-13 affectées selon l'allocation basée sur la performance des pays (ABP).

Accent sur les priorités opérationnelles de base et les résultats

Comme convenu au moment de la reconstitution, les **ressources du FAD-13 appuient les priorités opérationnelles suivantes, telles qu'elles sont énumérées dans la Stratégie décennale :**

Infrastructures : Les approbations de projets d'infrastructure se sont établies à 1 027,89 millions d'UC (46 %), soit la plus importante part de l'ensemble des approbations. Les investissements dans le secteur des transports, notamment les routes secondaires, devraient améliorer l'accès de plus de 10 millions de personnes aux infrastructures sociales et aux moyens d'existence. Les autres investissements dans le secteur des infrastructures ont eu un impact positif similaire sur les vies de nos clients, notamment l'alimentation en eau potable et l'assainissement pour environ 3 millions d'Africains ainsi que la fourniture d'énergie pour les habitations, les usines et les écoles.

Gouvernance : Nous mettons à contribution les ressources à l'appui des réformes du FAD-13, conjuguées aux opérations d'investissement, pour renforcer la gouvernance et la responsabilité dans nos pays membres régionaux (PMR), dans les secteurs tels que la gestion économique, les cadres institutionnels, la gestion des ressources naturelles et l'établissement d'un environnement propice aux affaires. À mi-parcours, des opérations liées à la gouvernance et à la responsabilité d'une valeur de 502 millions d'UC avaient été approuvées, soit 15,6 % des ressources ABP du FAD.

Compétences et technologie : Conformément à la Stratégie décennale, nous investissons des ressources du FAD-13 dans le perfectionnement des compétences recherchées sur le marché du travail en Afrique, dans le but de créer des emplois et d'améliorer la compétitivité. Nous encourageons l'utilisation effective de la technologie à travers des initiatives innovantes telles que les centres d'excellence en Afrique de l'Est. À mi-parcours, 11,2 % des ressources ABP du FAD (360 millions d'UC) ont été approuvés au profit de diverses opérations dans le secteur des compétences et de la technologie.

Intégration régionale : Le rôle essentiel du Fonds en matière d'intégration régionale a été confirmé au titre du FAD-13 avec la mission qu'il a d'intensifier l'appui aux infrastructures régionales, aux biens publics régionaux et au renforcement des capacités. Il s'agit d'une vision panafricaine consistant à créer un espace économique africain partagé qui s'intègre dans l'économie mondiale. L'intégration régionale et l'inclusion dans l'espace ne peuvent se réaliser sans le développement d'infrastructures nationales et régionales. La demande de ressources du FAD-13 au titre d'opérations régionales (OR) a été forte, 87 % de ces ressources ayant été

engagées. À mi-parcours, 229,89 millions d'UC avaient été approuvés (21,4 % des ressources au titre des OR et 7,15 % de l'ensemble des ressources ABP du FAD). Les interventions portent essentiellement sur le développement d'une infrastructure verte, des réseaux d'interconnexion des TIC et des projets transfrontaliers en tant que moteurs de l'intégration régionale, et sur la fourniture de biens publics régionaux.

Instruments de financement innovants : La mise au point d'instruments de garantie innovants visant à promouvoir les investissements du secteur privé dans les pays à faible revenu est quelque peu restée à la traîne. Cela s'explique par les longs délais nécessaires pour élaborer des cadres pour ces instruments et structurer les opérations. À mi-parcours, un seul projet sur trois de garantie partielle de risque a été approuvé. La facilité de renforcement du secteur privé et la garantie partielle de crédit devraient devenir opérationnelles après la revue à mi-parcours.

Genre : La Banque s'est engagée à utiliser les ressources du FAD pour augmenter les capacités et les opportunités qui s'offrent aux femmes et aux filles, dopant ainsi la productivité et la participation de la moitié de la population de l'Afrique. Pour se préparer à accompagner ce programme d'action, les Conseils de la Banque ont approuvé en 2014 une stratégie en matière de genre intitulée *Investir dans l'égalité hommes-femmes pour la transformation de l'Afrique 2014-2018*. Le Bureau de l'envoyée spéciale pour les questions de genre (SEOG) supervise la mise en œuvre de cette stratégie ainsi que du processus de réforme internes de l'institution. Le but est de repositionner la Banque comme une institution attentive aux questions de genre et de traduire cet engagement en résultats positifs pour les femmes africaines.

Fragilité : La fragilité est un domaine d'intérêt particulier de la Stratégie décennale. Le Fonds aide les PMR à faire face aux facteurs déclencheurs de la fragilité et à renforcer la résilience socioéconomique, en vue de prévenir les rechutes dans le conflit et jeter les bases d'une croissance durable et inclusive. Au cours du cycle du FAD-13, 18 États fragiles sont admissibles aux ressources additionnelles au titre de la facilité d'appui à la transition (FAT).

Agriculture et sécurité alimentaire : Finalement, les ressources du FAD-13 accompagnent les investissements dans une agriculture plus productive et adaptée aux changements climatiques. Nos investissements se traduisent par de nouvelles routes d'accès ainsi que l'établissement d'environ 600 installations de production et de marketing. À mi-parcours, des opérations évaluées à 376 millions d'UC avaient été approuvées, soit 19 % des engagements au titre du FAD-13.

Défis et perspectives

Des progrès notables en général ont été réalisés en matière de déploiement des ressources du FAD-13, mais il reste un certain nombre de défis à relever à mi-parcours. En dépit de légères améliorations au plan des décaissements, des dérapages ont été enregistrés. Aux niveaux opérationnel et institutionnel, les résultats du Fonds pourraient être améliorés davantage à travers le renforcement de la performance et de la gestion du portefeuille, en particulier en surveillant de plus près la préparation et la mise en œuvre des projets. Deux autres priorités consistent à accroître la capacité interne de la Banque à analyser les questions de fragilité et à élaborer de nouvelles approches en matière de gestion du risque opérationnel.

Face à ces défis concernant le portefeuille de la Banque, la Direction de l'institution améliore la qualité de la collaboration avec les PMR, en renforçant la performance et la gestion du portefeuille ; en améliorant la préparation, la conception, la mise en œuvre des projets et le renforcement des capacités liés aux projets ; en renforçant l'appui financier, opérationnel et programmatique ; et en améliorant la flexibilité dans la préparation et la mise en œuvre de projets dans les États fragiles et dans les pays en transition.

Table des Matières

Acronymes et abréviations	v
1. Introduction.....	2
2. Ressources du FAD-13, affectation par secteur et performance du portefeuille	4
3. Mise en œuvre des priorités opérationnelles de base.....	8
<i>Infrastructures : Rapprocher un continent déconnecté</i>	<i>9</i>
<i>Intégration régionale : promouvoir une vision panafricaine</i>	<i>12</i>
<i>Développement du secteur privé : promouvoir la croissance à l'aide d'instruments de financement innovants</i>	<i>13</i>
<i>Gouvernance : renforcer la responsabilité et la transparence pour la croissance inclusive</i>	<i>14</i>
<i>Compétences et technologie : outiller la jeunesse africaine</i>	<i>16</i>
4. Domaines d'intérêt particulier.....	17
<i>Appui aux pays en transition</i>	<i>17</i>
<i>Agriculture et sécurité alimentaire : la responsabilité de nourrir les populations du continent</i>	<i>18</i>
5. Prise en compte des questions de genre	20
<i>Changements climatiques</i>	<i>20</i>
6. Difficultés de mise en œuvre/Mesures d'atténuation et la voie à suivre	21
7. La marche à suivre	22

Annexes:

Annexe I : Résultats globaux des opérations du FAD	25
Annexe II : Liste des opérations approuvées au titre du FAD-13	27
Annexe III : Ventilation des opérations régionales par région et par secteur pour le FAD-13	29

Encadrés :

Encadré 1: Contribution du FAD à la gestion de la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest	4
Encadré 2 : Gestion axée sur les résultats en matière de développement	7
Encadré 3 : Appui du FAD-13 au secteur des transports	9
Encadré 4 : Intensification des investissements innovants dans le secteur de l'énergie dans les pays FAD.....	10
Encadré 5 : Renforcement de l'autonomie des femmes éthiopiennes à travers l'alimentation en eau et l'assainissement	11
Encadré 6 : Vers un approvisionnement en eau durable au Malawi	12
Encadré 7 : Quelques résultats d'opérations d'appui à la gouvernance	15
Encadré 8 : Le Centre africain des ressources naturelles (CARN)	16

Encadré 9 : Ouvrir l'accès aux emplois verts grâce au développement des compétences et à la technologie	17
Encadré 10 : Appui de la Banque à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans les régions fragiles en Afrique.....	19
Encadré 11 : Intégration de la résilience aux changements climatiques dans la conception de projets	21

Graphiques

Graphique 1 : Cadre d'affectation des ressources du FAD	4
Graphique 2 : Alignement stratégique sur la stratégie du Groupe de la Banque	5
Graphique 3 : Engagements au titre du FAD-13 et comparaison des approbations annuelles ..	5
Graphique 4: Ventilation par secteur et instruments de financement utilisés	6
Graphique 5: Projets d'opérations régionales approuvés au titre du FAD-13 par secteur	13
Graphique 6: Approbations FAD dans le secteur de l'agriculture par année	19

Tableaux

Tableau 1: Tendances de la performance du portefeuille FAD* 2010-2014.....	7
---	----------

Acronymes et abréviations

ADER	Revue annuelle sur l'efficacité du développement
FAD	Fonds africain de développement
BAD	Banque africaine de développement
FASJ	Facilité africaine de soutien juridique
CARN	Centre africain des ressources naturelles
COP21	21 ^e Session de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
DSP	Document de stratégie pays
DFID	Ministère britannique du développement international
RDC	République démocratique du Congo
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
GAP	Plan d'action pour la gouvernance
PIB	Produit intérieur brut
TIC	Technologies de l'information et de la communication
IDEV	Évaluation indépendante du développement
BMD	Banque multilatérale de développement
ODM	Objectif de développement pour le Millénaire
ABP	Allocation basée sur la performance
OP	Opération programmatique (auparavant opération à l'appui des réformes)
GPC	Garantie partielle de crédit
GFP	Gestion des finances publiques
GPR	Garantie partielle de risque
PSF	Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé
DSIR	Document de stratégie pour l'intégration régionale
PMR	Pays membre régional
CMR	Cadre de mesure des résultats
OR	Opération régionale
PME	Petite et moyenne entreprise
FAT	Facilité d'appui à la transition
UC	Unité de compte
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD-13

Principaux messages

- 1) *La mise en œuvre du FAD-13 est sur la bonne voie et conforme aux engagements pris au moment de la reconstitution des ressources.*
 - 2) *Le Fonds a fait preuve de résilience face aux crises économiques et sécuritaires, en particulier lors des situations de fragilité.*
 - 3) *Le Fonds a été attentif aux besoins de ses clients et a mis l'accent sur les résultats, et relève les défis émergents de mise en œuvre.*
-

1. Introduction

- 1.1. La revue à mi-parcours de la Treizième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13) a lieu à un moment décisif. Le Programme 2063 de l'Union africaine, l'accord d'Addis-Abeba sur le financement pour le développement et les objectifs de développement durable, amènent de nouvelles priorités dans le programme de développement de l'Afrique. En décembre 2015 se tiendront les négociations liées au climat dans le cadre de COP21, lesquelles affineront l'architecture mondiale pour la réponse aux changements climatiques et baliseront la voie vers une économie verte. Beaucoup d'économies africaines sont à la croisée des chemins, avec des opportunités sans précédent en ce qui concerne la croissance durable, les changements structurels et l'accélération du développement. Les défis sont propres à chaque pays, certes, mais, dans tous les cas, le succès sera étroitement tributaire des avancées enregistrées au plan du développement des infrastructures essentielles, de l'approfondissement de l'intégration régionale, de l'amélioration de la gouvernance et de la responsabilité, du développement et du renforcement du secteur privé et de la constitution d'une main-d'œuvre qualifiée.
- 1.2. Dans un contexte où l'économie mondiale est en grande partie déprimée par une croissance faible, un taux d'endettement élevé et des programmes d'austérité douloureux, l'Afrique est une des rares régions ayant enregistré une croissance notable, avec un taux de croissance de son PIB de 3,5 % en 2013 et de 3,9 % en 2014, qui devrait respectivement atteindre 4,5 et 5 % en 2015 et en 2016. Toutefois, après avoir surfé sur la vague du cycle des produits de base, beaucoup de décideurs africains, en particulier dans les pays riches en ressources, font face à des situations particulièrement difficiles, notamment le recul des flux de capitaux, le tassement des prix des produits de base, la baisse de la valeur des monnaies et, dans certains cas, la montée de l'inflation.
- 1.3. Par ailleurs, la croissance enregistrée récemment par les économies africaines ne s'est pas pour la plupart traduite en un développement généralisé et inclusif. Partout en Afrique, près de la moitié de la population continue de vivre sous le seuil de la pauvreté. La performance économique de l'Afrique en 2014 a été éclipsée par la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest. L'énorme coût en vies humaines mis à part, les pertes économiques au seul plan du manque à gagner au plan des revenus ont été estimées à 1,6 milliard de dollars EU. En sus d'autres problèmes socioéconomiques à long terme, l'énorme déficit de financement des infrastructures que connaît l'Afrique demeure un obstacle de taille qui entrave la performance économique. On estime qu'environ 30 pays africains auront encore besoin de financements à des conditions concessionnelles à l'horizon 2022¹.
- 1.4. Le présent document fait le point sur la manière avec laquelle le Fonds met en œuvre les

¹ Estimations de la BAD – Document du Groupe de travail du FAD sur le reclassement

priorités opérationnelles fixées au moment de la reconstitution des ressources, notamment :

- Mettre l'accent sur le développement des infrastructures, notamment l'utilisation d'instruments de financement innovants pour attirer les financements du secteur privé ;
- Accompagner l'intégration régionale en donnant la priorité aux infrastructures matérielles et immatérielles ;
- Accompagner la nouvelle stratégie du secteur privé de la Banque à travers la création de la facilité de rehaussement du crédit du secteur privé (PSF) et la garantie de crédit du secteur privé (PCG) ;
- Renforcer les systèmes nationaux de base, la gestion des finances publiques et les environnements propices aux affaires (gouvernance et responsabilité) ;
- Élaborer de nouvelles approches en ce qui concerne le développement des compétences et la technologie, attentives aux besoins du marché du travail, pour accroître la compétitivité et créer des emplois ;
- Approfondir l'engagement dans les États fragiles en améliorant la contribution de la Banque à la construction d'États plus résilients, plus stables et plus capables dans les pays en transition, conformément au *New Deal* pour l'engagement dans les États fragiles ;
- Adopter une approche de chaîne de valeur renforcée dans l'agriculture en mettant l'accent sur les opérations de croissance rurale et verte, notamment la résilience aux chocs climatiques ; et
- Adopter une approche plus systématique à l'égard des questions de genre dans les documents de stratégie pays (DSP) et dans tout le portefeuille de la Banque, notamment suivre la prise en compte du genre dans les opérations financées par le Fonds et dresser annuellement un rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de la Banque en matière de genre.

1.5. Le présent document décrit également les principaux défis qui se présentent ainsi que la façon dont la Direction entend y faire face au cours du cycle de financement restant. D'autres documents de discussion sur l'efficacité institutionnelle, le programme de la Banque en matière de genre, l'approche de la fragilité et du renforcement de la résilience, et les instruments de financement innovants, fournissent de plus amples renseignements sur les activités et les actions liées au FAD. De plus, les réformes institutionnelles opérées à la Banque sont exposées en détail dans un document distinct intitulé *Efficacité et efficacité institutionnelles : optimisation du rapport coût-résultats dans le cadre de la Stratégie décennale*.

1.6. **À mi-parcours, l'action du Fonds est stratégiquement orientée et attentive aux priorités opérationnelles.** En dépit du retour au siège, de la crise d'Ebola et d'environnements opérationnels difficiles dans un certain nombre de pays, la fourniture de l'aide du Fonds n'a pas souffert de la moindre interruption. Au cours du cycle du FAD-13, la Banque a pris des mesures rapides face la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest, à l'aide de divers instruments et de ressources du FAD (220 millions d'UC) (encadré 1). Au plan des approbations et de l'utilisation des ressources, la mise en œuvre est restée orientée de manière stratégique et conforme aux priorités opérationnelles fixées au moment de la reconstitution.

Encadré 1: Contribution du FAD à la gestion de la crise d’Ebola en Afrique de l’Ouest

À l’éclatement de la crise d’Ebola en mars 2014, la Banque a été la première banque multilatérale de développement à y faire face. Elle a rapidement mobilisé des fonds pour un certain nombre d’opérations nationales et multinationales englobant les trois pays les plus touchés (Guinée, Liberia et Sierra Leone) et les pays à risque (Côte d’Ivoire, Nigeria, Sénégal, Mali et RDC). Il s’agissait des interventions suivantes : i) 100,2 millions d’UC pour l’appui budgétaire sectoriel au titre de la riposte contre la crise d’Ebola ; ii) 37,4 millions d’UC pour le renforcement de la réponse des systèmes de santé publique d’Afrique de l’Ouest à la crise d’Ebola ; iii) 7,2 millions d’UC pour la réponse à la crise – Assistance technique pour 6 opérations ; et iv) cinq opérations nationales d’assistance d’urgence pour un montant de 5 millions d’UC pour la lutte contre la maladie en Guinée, Sierra Leone, Liberia, Nigeria et RDC.

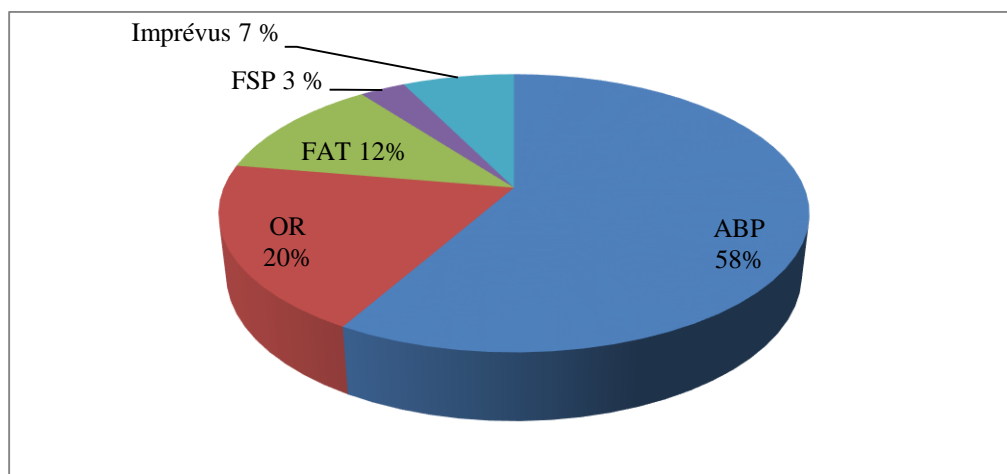
Les fonds ont été déployés par le canal de l’Organisation mondiale de la santé et des gouvernements bénéficiaires. La Banque s’attache maintenant à contribuer à la création du Centre africain de contrôle des maladies, tel qu’il a été proposé par l’Union africaine, et à la mise en œuvre d’un projet multisectoriel pour la restauration des moyens d’existence après la crise d’Ebola dans les pays les plus touchés. Ces opérations feraient partie d’une promesse récente de 300 millions de dollars au titre des programmes de reprise après la crise, dont l’objectif est de s’attaquer aux facteurs de fragilité en Afrique. De plus, l’appui actuellement fourni au secteur de l’eau et de l’assainissement dans les pays touchés par la crise d’Ebola renforcera la résilience aux épidémies d’origine hydrique, grâce à l’amélioration des conditions hygiéniques et sanitaires et au renforcement des institutions de ce secteur.

- 1.7. A la suite de cette l’introduction, le reste du document est structuré de la façon suivante : la Section II décrit l’affectation des ressources par secteur et la performance du portefeuille ; la Section III décrit la mise en œuvre des priorités opérationnelles de base ; la Section IV examine la manière avec laquelle la Direction s’attaque à un certain nombre de défis ; et la Section V tire les conclusions.

2. Ressources du FAD-13, affectation par secteur et performance du portefeuille

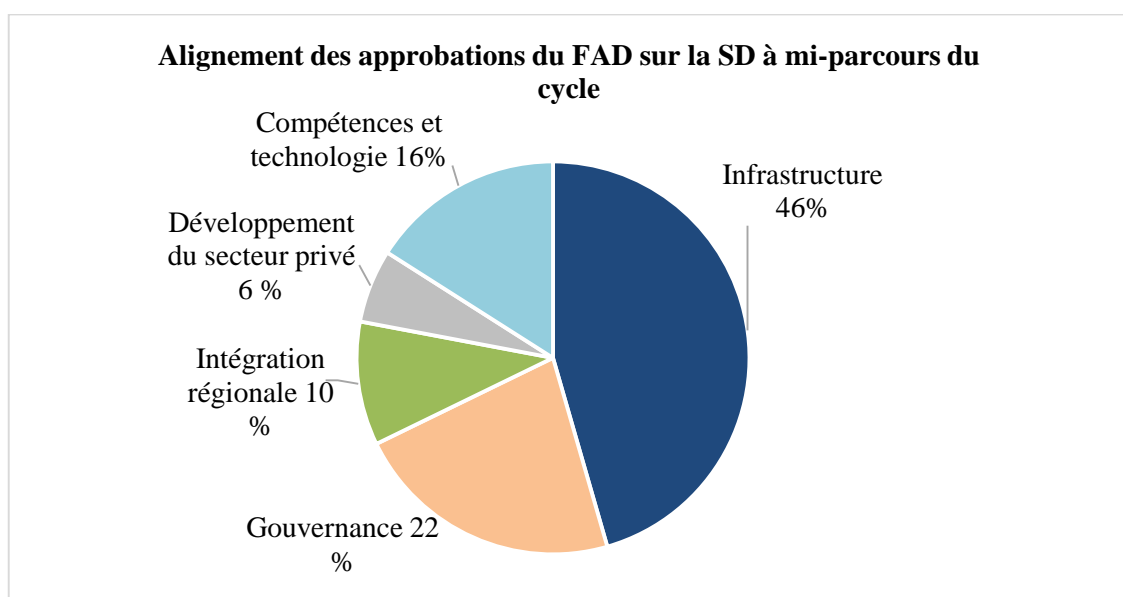
- 2.1. Les affectations annuelles des ressources du FAD-13 aux pays FAD ont été opérées en temps voulu et selon le cadre d’affectation établi par les plénipotentiaires en septembre 2013 (graphique 1). Pour des renseignements à jour sur ce sujet, voir le document « *Mise à jour sur le cadre de financement du FAD* ».

Graphique 1 : Cadre d’affectation des ressources du FAD

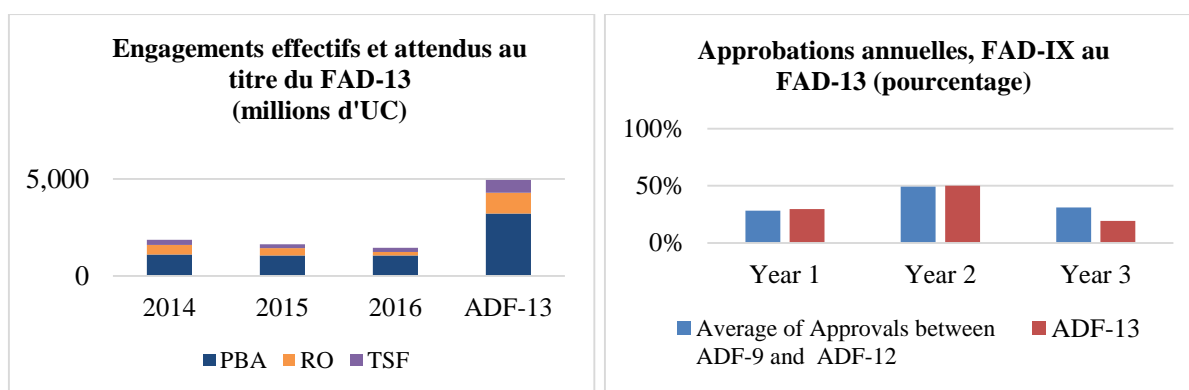


- 2.2. **La mise en œuvre à mi-parcours des engagements au titre du FAD-13 et le taux des approbations attendues à la deuxième moitié du cycle demeurent vigoureux et comparables à ceux des cycles du FAD précédents** (voir graphique 2). Au 31 août 2015, le Conseil d'administration du FAD avait approuvé 83 opérations pour un montant de 2 240 millions d'UC (graphique 2). (L'annexe II présente la liste des opérations approuvées fin août 2015).
- 2.3. **La ventilation par secteur des engagements approuvés et des opérations planifiées, est en adéquation avec les priorités stratégiques du FAD-13, en particulier dans les secteurs des infrastructures, de l'intégration régionale, du développement du secteur privé, de la gouvernance et de la responsabilité et du perfectionnement des compétences et de la technologie.** Elle couvre également trois secteurs prioritaires transversaux, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le genre ainsi que la fragilité, à travers la facilité d'appui à la transition(FAT). La ventilation par secteur et la panoplie des instruments de financement au titre du FAD-13 sont présentées aux graphiques 2 et 4.

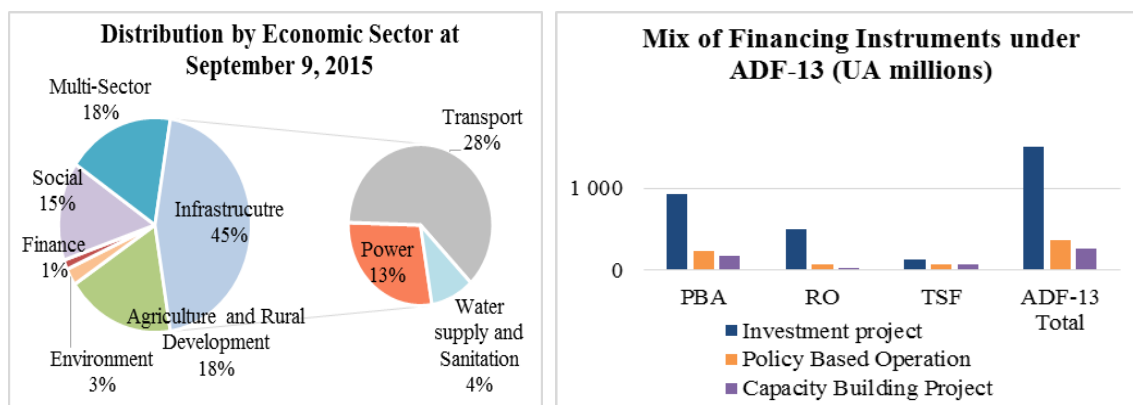
Graphique 2 : Alignement stratégique sur la stratégie du Groupe de la Banque



Graphique 3 : Engagements au titre du FAD-13 et comparaison des approbations annuelles



Graphique 4: Ventilation par secteur et instruments de financement utilisés



Nota : Le financement sur les ressources de la FAT n'englobe pas les ressources du Pilier II réservées à l'apurement des arriérés.

- 2.4. **Le portefeuille FAD a fortement augmenté entre 2010 et 2014**, passant de 9,6 milliards d'UC en 2010 à 10,8 milliards d'UC en 2014, soit une hausse de 12,5 %. Le montant des ressources annulées a reculé pour s'établir à 103 millions d'UC en 2014, contre 107 millions d'UC en 2010, et a été nettement inférieur au chiffre de 144 millions d'UC enregistré en 2013. Le nombre de projets à problèmes s'est inscrit en baisse depuis 2011 et s'est stabilisé à 2 en 2014. Les projets vieillissants suivent également la même pente descendante, ayant significativement baissés depuis 2010 (voir tableau 1).
- 2.5. **La cible en matière de décaissement a été atteinte en 2013, mais en 2014, le taux de décaissement est retombé sous la barre de 20 %**. L'amélioration à ce chapitre a néanmoins été soutenue entre 2010 et 2013, le taux de décaissement passant de 17 % à 21 %. Mais en 2014, le taux est retombé à 18 %, principalement pour les motifs suivants : i) instabilités politiques et autres crises dans certains PMR ; ii) insuffisance de capacité dans les cellules d'exécution ; iii) retards dans le traitement de certaines demandes d'acquisition/décaissement ; et, vi) niveau insatisfaisant de la qualité à l'entrée de certaines opérations.
- 2.6. **La Banque prend un certain nombre de mesures visant à améliorer le taux de décaissement, soucieuse de l'impact de ses interventions sur le front du développement**. Il s'agit de simplifier les conditions de prêt et les processus juridiques et d'accroître le niveau de pouvoir en matière d'acquisition délégué aux bureaux extérieurs. Un système de suivi permanent des décaissements en attente a été instauré en vue de permettre la résolution rapide de problèmes. Un accent accru est mis sur l'amélioration de la qualité à l'entrée et la résolution de questions liées aux acquisitions au cours des missions de supervision.
- 2.7. La Banque s'emploie, en 2015, à former le personnel des opérations, en particulier dans les bureaux extérieurs, ainsi que ceux des projets, sur la politique et les procédures révisées en matière de passation de marchés dans un souci d'amélioration de son efficacité et de son efficience. Le programme de formation sera axé sur les pays dont les projets accusent des retards de décaissement importants. Nous allons de l'avant avec la décentralisation des fonctions de décaissement de façon à renforcer l'efficacité. Par exemple, dans certains pays, une collaboration plus étroite entre les économistes pays et les chargés de programme pays visant à appuyer les processus et le suivi de la passation de marchés a donné lieu à des gains d'efficience réels, qui sont actuellement reproduits dans d'autres bureaux extérieurs. La révision de la matrice de délégation de pouvoirs (DAM) en vue d'accélérer l'approbation de marchés de faibles montants figure également parmi les options en cours d'étude. Pour de plus amples renseignements sur le portefeuille et sa performance (voir le tableau 1).

Tableau 1: Tendances de la performance du portefeuille FAD* 2010-2014

	2010	2011	2012	2013	2014
Portefeuille					
Ensemble des opérations (millions d'UC)	9 627	9 627	9 830	10 832	10 783
Nombre d'opérations	450	349	363	413	442
Montant moyen (millions d'UC)	21	22,5	23,5	22,8	24,3
Performance du portefeuille					
Projets vieillissants (pourcentage de l'ensemble)	12	12	8	7	8
Projets à problèmes (%)	6	5	2	2	2,7
Décaissement (millions d'UC)	1 166	1 297	1 170	1 702	1 215
Taux de décaissement (%)	17	18	18	21	18
Ressources annulées – Total FAD (millions d'UC)	107	85	152	144	103

Source : *Données tirées du rapport annuel sur la performance du portefeuille du Groupe de la Banque (2010-2014).

**Données tirées de la Division de la comptabilité des prêts du Groupe de la Banque (FFCO.4).

- 2.8. En 2014, la qualité des documents de stratégie pays (DSP) s'est améliorée, s'établissant en moyenne à 5 sur une échelle de 1 à 6. De nouveaux formats et GUIDANCE ont été développés afin de mener à améliorations continues de la qualité. Les nouveaux DSP doivent englober une articulation plus claire des questions et priorités en matière de genre, ce qui contribuera à éclairer la conception de projets. Un profil de genre pays sera mis au point en vue d'appuyer de meilleurs choix programmatiques. Nous avons introduit des évaluations de la fragilité dans nos revues de performance du portefeuille pays, en vue d'aider à identifier les possibilités de renforcement de la résilience. Nous avons pris plusieurs mesures visant à améliorer le processus des DSP, mais il reste encore beaucoup à faire pour que ce processus soit plus rationalisé et moins onéreux.
- 2.9. Le cadre de mesure des résultats de la Banque est devenu partie intégrante des outils et des systèmes que nous utilisons pour renforcer l'accent que nous mettons sur les résultats en matière de développement. Il s'agit par exemple de *MapAfrica*, un outil en ligne permettant d'accéder à des informations détaillées sur toutes les activités de la Banque partout en Afrique. Le système de communication des résultats est un système informatisé que les chefs de projet et les membres de la Direction utilisent pour suivre les résultats des interventions de la Banque au cours du cycle de projet. Les revues annuelles sur l'efficacité du développement (ADER) sont des publications qui présentent les résultats enregistrés par la Banque et concourent ainsi au partage des connaissances et des pratiques modèles, au niveau institutionnel, par thème (par exemple l'énergie, la gouvernance, les États fragiles, etc.) et par pays (voir l'encadré 2).

Encadré 2 : Gestion axée sur les résultats en matière de développement

En 2013, le Conseil d'administration de la BAD a approuvé un nouveau Cadre de mesure des résultats (CMR) qui aligne les activités de la Banque sur sa stratégie décennale. Ce cadre comporte plusieurs innovations qui renforcent l'accent mis par la Banque sur les résultats en matière de développement. Il s'agit de ce qui suit :

- *Une orientation stratégique plus forte.* Le CMR traduit la stratégie décennale de la Banque en buts concrets et fournit des indicateurs clairs pour la mesure des avancées par rapport aux deux objectifs primordiaux que poursuit l'institution, à savoir la croissance inclusive et la transition graduelle vers la croissance verte.
- *Une meilleure évaluation de l'impact.* Un effort spécial a été fait en vue de déplacer l'accent des produits réalisés vers le suivi des résultats et de l'impact sur le développement. Cela a été réalisé en améliorant la façon dont la Banque mesure l'impact que les projets ont sur les bénéficiaires.

- *Un accent accru sur le genre.* Des indicateurs sexo-spécifiques ont été ajoutés aux quatre paliers du CMR. Par exemple, il existe de nouveaux indicateurs et cibles pour suivre les progrès réalisés par la Banque au plan de l'emploi de femmes dans les catégories professionnelles et à des postes d'encadrement. Au niveau des projets, le CMR désagrége les résultats, là où cela est possible, pour montrer les impacts sur les femmes et les hommes.
- *Communication améliorée sur l'attribution.* La BAD est la première BMD à passer d'une méthode de contribution à une méthode d'attribution proportionnelle. En règle générale, la Banque communique sur sa propre contribution au développement plutôt que sur la contribution globale faite par d'autres acteurs participant au financement.

- 2.10. Grâce au CMR, l'ADER de 2015 a montré que, durant la période 2012-2014, le Fonds a contribué à l'amélioration de la vie des Africains de plusieurs façons. Par exemple, 13,7 millions de personnes ont eu accès à 3 500 km de routes nouvelles, 4,1 millions ont tiré profit des améliorations apportées à l'agriculture et 2,1 millions ont bénéficié d'un meilleur accès à l'éducation. Les résultats globaux des projets FAD achevés entre 2012 et 2014 sont donnés à l'annexe I.
- 2.11. Sur la période 2015-2017, la Banque entend élargir davantage la portée de ses interventions, en particulier dans ses secteurs prioritaires de base. Par exemple, nous améliorerons l'accès aux transports pour plus de 27 millions d'Africains, et 21 millions d'autres bénéficieront d'un accès nouveau ou amélioré à l'électricité.
- 2.12. La Direction prend des mesures solides visant à faire face aux principales difficultés de mise en œuvre et pour améliorer la qualité du portefeuille du FAD-13. La Banque a mis en place un nouveau tableau de bord de l'assurance qualité, pour aider les membres de la haute direction à suivre la qualité du portefeuille et renforcer la coordination et le suivi de la performance. La Banque continuera de renforcer la supervision de son portefeuille, le personnel des bureaux extérieurs jouant de plus en plus un rôle de premier plan à cet égard. Par ailleurs, elle s'attache à améliorer la programmation/conception de projets pays, ce qui a pour effet d'améliorer la qualité du portefeuille et d'accélérer l'exécution des projets. Nous sommes en train de simplifier et d'améliorer les processus liés aux aspects juridiques, à la passation des marchés et à la gestion financière, et de renforcer la gestion des risques.
- 2.13. En conclusion, l'affectation des ressources par secteur est conforme aux engagements pris au moment de la reconstitution, le secteur des infrastructures obtenant 46 % des ressources approuvées. L'affectation des ressources est toujours basée sur la performance, dans le but de maximiser l'impact. Certaines difficultés persistent, surtout en ce qui concerne les cibles de décaissement, et la Banque prend les mesures qu'il faut pour y remédier.

3. Mise en œuvre des priorités opérationnelles de base

- 3.1 Conformément à la Stratégie décennale, les opérations de la Banque ont poursuivi le double objectif de croissance inclusive et la transition vers une croissance verte à travers les priorités opérationnelles de base ainsi que les zones d'attention particulière. La Banque a poursuivi l'inclusion non seulement au sein des pays, mais aussi dans l'espace à travers le continent, par le déploiement de ses instruments de prêt et d'intervention hors prêts dans des secteurs tels que les infrastructures, l'intégration régionale, le développement du secteur privé, la gouvernance ainsi que les compétences et la technologie. La Banque a promu des initiatives visant à la transition vers la croissance verte, en particulier grâce à des investissements liés au climat, au renforcement des capacités, à des services consultatifs aux PMR ainsi que la création de partenariats stratégiques, en particulier dans la perspective de COP21.

- 3.2 **L'infrastructure demeure le secteur où la BAD jouit d'un avantage comparatif et auquel les plus grande partie des ressources du FAD-13 sont affectées.** Nos efforts dans ce secteur commencent réellement à changer le cours des événements. Les investissements dans l'infrastructure des transports rapprochent les économies africaines, réduisent les goulots d'étranglement et fournissent des routes vers des marchés et des services pour les ménages et les entreprises. Plus de 10 millions de personnes dans les zones rurales auront accès à des services économiques essentiels comme la santé, l'éducation et les marchés, grâce aux investissements effectués au titre du FAD-13. Les investissements dans l'énergie propre apporteront la lumière dans les ménages ruraux, les usines et les écoles, et plus de 3 millions de personnes auront accès à de l'eau potable et à des installations d'assainissement améliorées. Le Fonds réduit le déficit énergétique en investissant ses ressources dans des projets d'énergie renouvelable. Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, des approches communautaires durables et généralisées sont en train de transformer les vies des Africains et de favoriser la sécurité de l'eau. Au cours de la période précédant la présente revue à mi-parcours, la Banque a approuvé la création d'Africa50 en tant qu'entité indépendante dédiée à la mobilisation des financements pour les infrastructures en Afrique. À mi-parcours, un total de 28 opérations d'un montant de 1 027,89 millions d'UC, soit 46 % des approbations, avaient été approuvées.
- 3.3 **Transports : Des opérations pour un montant de 547,9 millions d'UC approuvées à ce jour au titre du FAD-13 ont permis la construction de 650 km de nouvelles routes principales et de 50 km de routes secondaires dans les réseaux routiers nationaux et régionaux de 12 pays.** Les projets routiers en Ouganda, au Sénégal, au Tchad, au Bénin, au Liberia, au Burundi, en Tanzanie et au Kenya sont mis en œuvre dans les régions où plus de 60 % de la population vivent de l'agriculture. L'ensemble des investissements de la Banque dans le secteur des transports devrait atteindre 1 609 millions d'UC au cours du cycle du FAD-13 (2014-2016). Ces ressources financeront la construction d'environ 2 000 km de routes, amélioreront les infrastructures de transport urbain et maritime et fourniront un meilleur accès aux transports à plus de 10 millions de personnes.

Encadré 3 : Appui du FAD-13 au secteur des transports

Tenant compte des priorités globales de la Banque que sont l'intégration régionale, les États fragiles et le développement du secteur privé, nos projets dans le secteur des transports au titre du FAD-13 visent à ouvrir de nouveaux réseau de transport et des liaisons transfrontalières, à promouvoir un plus grand accès aux marchés, à la création d'emplois et à la croissance inclusive. Par exemple, le corridor routier régional du fleuve Mano qui relie la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Liberia créera des emplois et réduira ainsi la pauvreté. Le programme d'appui au secteur routier V en Ouganda et le projet de réhabilitation de la route Dinguiraya-Keur au Sénégal renforcent les liaisons transfrontalières en favorisant l'établissement de postes frontières à arrêt unique et les opérations de sécurité de la navigation maritime (Ponts Gambie-Sénégal et Mauritanie-Sénégal à Rosso). Ces projets régionaux devraient accroître le trafic et le volume des échanges, tout en permettant une réduction sensible des coûts de transport et du temps de passage aux frontières.

- 3.4 Le Fonds appuie les réformes dans le secteur des transports en Ouganda, au Liberia, en RDC, en Tanzanie et au Kenya, en vue de promouvoir le financement durable et la gestion efficiente des investissements dans le secteur des transports. Il favorise également l'amélioration de la mobilité urbaine, un défi de taille dans les grandes villes africaines congestionnées et souvent mal conçues, à travers des projets de transport urbain au Bénin, au Ghana et en Côte d'Ivoire.
- 3.5 **Technologies de l'information et de la communication (TIC) :** L'Afrique doit promouvoir l'intégration économique régionale, en vue de mieux utiliser ses ressources

humaines, renforcer ses marchés intérieurs et améliorer l'efficacité en matière d'utilisation des ressources. Cela nécessite à son tour une connectivité plus grande à travers l'infrastructure des TIC. Les ressources du FAD-13 appuient le développement d'une infrastructure régionale des TIC ayant un effet catalyseur (Communications maritimes sur le Lac Victoria, à hauteur de 10,5 millions d'UC. Ce projet, en cours de finalisation pour une présentation au Conseil en début 2016, permettra la mise en place d'un système avancé de communications maritimes qui sauvera environ 5 000 vies chaque année. La Division des TIC collabore avec SEOG sur un projet lié au genre visant à créer une application de type réseaux sociaux sur des appareils mobiles, en vue de favoriser l'inclusion financière. Avec une contribution initiale du FAD de 7.5 millions d'UC, cette application permettra la mise en place d'une plate-forme d'encadrement à l'intention des femmes d'affaires, leur permettant d'identifier les opportunités de formation, d'accéder aux financements et de développer des réseaux professionnels.

- 3.6 **Énergie : Les opérations dans le secteur de l'énergie sont conformes aux priorités du FAD-13, à savoir investir dans l'énergie propre, améliorer l'accès à l'énergie et renforcer l'appui à l'intégration régionale à travers des pools d'électricité.** À mi-parcours, six opérations dans le secteur de l'énergie avaient été approuvées, pour un montant de 268,16 millions d'UC. Sur la portion du cycle du FAD-13 restante, plus de 20 autres opérations avoisinant 900 millions d'UC devraient être approuvées. Le rythme des approbations en 2014 a été plus lent que prévu, compte tenu de la complexité de certains projets et des changements de priorités dans les PMR, mais il devrait s'accélérer au cours de la deuxième moitié du cycle. Les préparatifs et les modalités de financement de plusieurs projets sont maintenant à une étape avancée. Dans l'ensemble, les investissements au titre du FAD-13 auront pour effet d'augmenter la capacité énergétique des pays africains d'environ 5 000 MW. Plusieurs zones urbaines et rurales auront accès à l'électricité grâce à des investissements dans près de 9 000 km de lignes de transport, dont environ 8 000 font partie de réseaux d'interconnexion régionaux.
- 3.7 Les opérations approuvées à ce jour au titre du FAD-13 reflètent les priorités de la politique énergétique. Parallèlement, la Direction est en cours de finalisation d'un projet de Stratégie pour l'énergie à moyen terme (2015-2019), qui s'articulera autour de deux axes, à savoir i) l'amélioration de l'accès aux services énergétiques modernes ; et ii) la transition vers le développement énergétique durable, avec un appui à l'environnement institutionnel et réglementaire. Une grande opération du FAD en cours est l'octroi d'une garantie partielle de risque au Kenya pour le projet de production indépendante d'électricité de Menengai de 105 MW sous l'égide de la *Geothermal Development Company*. Ce projet est évalué à 8,56 millions d'UC, mais seulement un quart de ce montant a été déduit de l'allocation basée sur la performance du Kenya. Certains des projets énergétiques dans la réserve sont présentés à l'encadré 4 ci-dessous.

Encadré 4 : Intensification des investissements innovants dans le secteur de l'énergie dans les pays FAD

Projet d'hydroélectricité de Ruzizi III (RDC, Rwanda, Burundi)

La centrale hydroélectrique de 147 MW est installée sur le fleuve Ruzizi, qui délimite la frontière entre la RDC, le Rwanda et le Burundi. L'énergie annuelle produite se situera entre 650 et 710 GWh. Le projet fait partie d'une série de 4 projets, à savoir Ruzizi I à IV. Ruzizi I et Ruzizi II sont déjà développés, avec une capacité totale de 57 MW. Le projet englobe également trois lignes de transport à partir de la centrale jusqu'au Rwanda, au Burundi et en RDC (environ 90 km chacune).

Projet d'accès à l'énergie au Liberia

Ce projet fait partie d'un programme multidonateurs élargi visant à améliorer l'accès à l'électricité au Liberia. Il est concentré sur le grand Monrovia et la zone RIA et englobe l'extension et la réhabilitation

des systèmes de transport et de distribution, ainsi que le renforcement des capacités. Environ 13 000 ménages en bénéficieront.

Projet d'hydroélectricité de Jiji et Mulembwe au Burundi

Avec une capacité de production totale de 48 MW, le projet aura pour effet de multiplier par deux la capacité installée du Burundi (qui s'établit actuellement à 39 MW) et d'accroître la part de l'énergie renouvelable. Ceci contribuera à l'amélioration de l'accès à l'électricité au Burundi, où le taux d'électrification est actuellement inférieur à 5 %.

- 3.8 **Eau et assainissement : Les investissements du Fonds accompagnent la mise en place d'infrastructures durables et inclusives pour la sécurité de l'eau dans les zones urbaines et Rurales.** Fin juin 2015, quatre projets FAD évalués à 98,83 millions d'UC avaient été approuvés, et dix autres projets d'une valeur proche de 312,5 millions sont prévus pour le reste du cycle du FAD. Les projets approuvés ouvriront l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement améliorés pour 3,3 millions de personnes au Sénégal, au Malawi et en Éthiopie, et fourniront de l'eau à 820 écoles ainsi que des installations d'assainissement pour 960 écoles qu'utiliseront 48 000 filles.
- 3.9 En Éthiopie, le projet financera la construction d'installations d'alimentation en eau et mobilisera des communautés, de sorte que les ménages soient en mesure de construire leurs propres installations d'assainissement. Au Sénégal, au Malawi ainsi qu'en Éthiopie, 35 750 membres de comités d'utilisateurs de l'eau, enseignants et opérateurs de services liés à l'eau seront formés. De plus, les projets contribueront à renforcer la durabilité des infrastructures à travers la création de services de maintenance et de microentreprises gérés par des femmes.

Encadré 5 : Renforcement de l'autonomie des femmes éthiopiennes à travers l'alimentation en eau et l'assainissement

L'appui au programme d'alimentation en eau et d'assainissement en Éthiopie (OWNP), un projet de 60 millions d'UC financé par le FA et approuvé en 2014, répond au besoin des femmes, des filles et des jeunes en veillant à ce qu'ils participent à la planification et à la prestation des services WASH et qu'ils en tirent profit. Ce programme multi donateurs de 5 ans vise essentiellement à :

- améliorer les **capacités des femmes à participer à la conception et à la mise en œuvre** de programmes WASH, grâce à des programmes de renforcement de capacités institutionnels et communautaires attentifs au genre et des programmes de formation technique à l'intention des filles dans les collèges professionnels et les établissements de formation ;
- renforcer les **capacités des femmes à gérer les services d'eau comme une entreprise**, en créant des microentreprises d'approvisionnement gérées par des femmes et des jeunes, et à prendre en main la gestion d'installations d'eau communautaires ; et
- élargir l'**accès aux installations d'alimentation en eau et d'assainissement séparées selon le sexe et qui répondent aux besoins des personnes handicapées** à la fois dans les ménages et dans les communautés. Il est prévu que toutes les écoles et tous les centres de santé aient accès aux installations d'alimentation en eau et d'assainissement, contre seulement 35 % actuellement. Environ 4 900 installations d'assainissement séparées pour les hommes et pour les femmes seront construites pour des écoles.

Aux **fins de suivi**, un système de suivi et d'information sur les services WASH séparés selon le sexe sera établi et mis à jour à intervalles réguliers. De plus, une évaluation d'impact sur le genre sera menée vers la fin du programme.

- 3.10 **Le FAD appuie activement l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets en Afrique**, en faisant la promotion d'une meilleure gestion

des ressources en eau et d'une plus grande utilisation de l'énergie renouvelable. Il fournit des services consultatifs et surveille les programmes de gestion intégrée de l'eau et les projets de gestion des inondations, ainsi qu'une assistance pour le renforcement des capacités à l'intention d'organes régionaux comme les organisations de bassins fluviaux. En Mauritanie et au Sénégal, nous investissons dans des réseaux d'égouts, et en Éthiopie et en Mauritanie, nous finançons des projets d'alimentation en eau en milieu rural à l'aide de pompes à eau mues par l'énergie éolienne et solaire. L'appui institutionnel accordé aux fournisseurs de services d'eau ainsi que les cadres réglementaires et stratégiques améliorés sont des composantes essentielles de nos investissements. Toutefois, le faible accent mis par les PMR sur l'assainissement continue de poser problème dans ce secteur. La Banque contribuera à ce niveau, en particulier avec travers un dialogue au niveau national, le renforcement des capacités et les initiatives de sensibilisation.

Encadré 6 : Vers un approvisionnement en eau durable au Malawi

Le projet d'infrastructure pour l'alimentation en eau et l'assainissement durables en milieu rural aux fins d'amélioration de la santé et des moyens de subsistance, cofinancé par le FAD, le Fonds spécial du Nigeria et le Fonds fiduciaire pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural, vise plusieurs objectifs. Il encourage une gestion communautaire plus poussée des installations de fourniture d'eau, conformément à la politique de décentralisation du Malawi, tout en faisant la promotion de la durabilité à travers un système tarifaire viable. Il met l'accent sur des technologies adaptées et sur le renforcement de la chaîne d'approvisionnement des pièces de rechange. Il englobe un vigoureux système de suivi et d'évaluation pour veiller à une gestion efficace et au maintien de l'apprentissage.

L'alimentation en eau et l'assainissement durables sont des secteurs prioritaires très importants dans la stratégie nationale de développement du Malawi. L'effort concerté de l'État et de ses partenaires au développement a permis au Malawi d'atteindre la cible fixée pour l'alimentation en eau dans les OMD ; la cible liée à l'assainissement n'a toutefois pas été atteinte. En 2010, le Fonds a mobilisé des ressources de la Facilité africaine de l'eau (1,9 millions d'euros) pour améliorer la gestion de ce secteur.

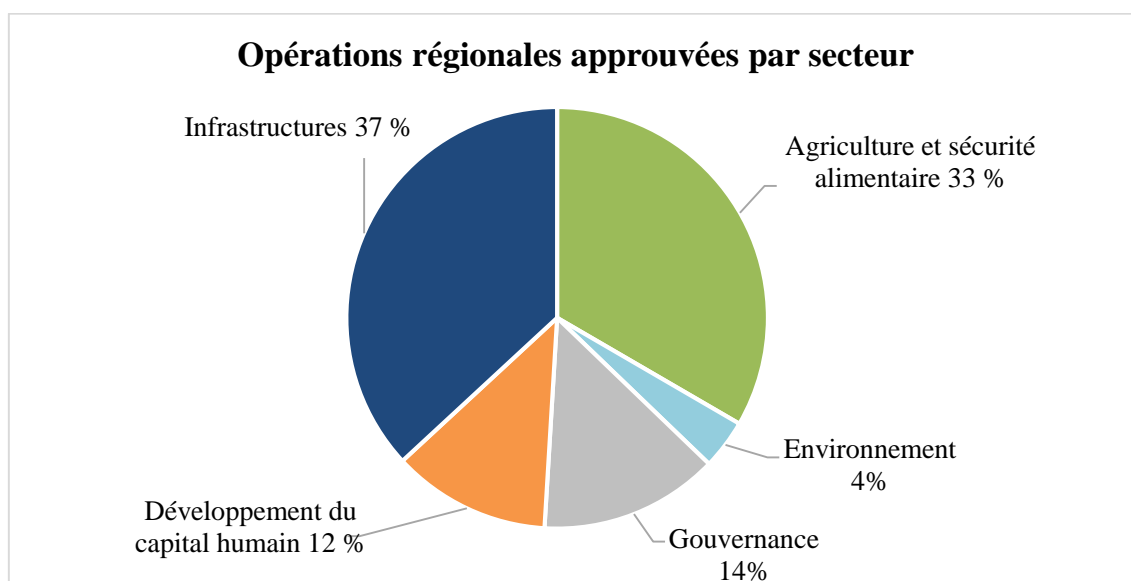
En dépit de son avantage relatif par rapport aux pays auxquels le Malawi se compare, la mise en exploitation des points d'eau continue de poser un problème, dans la mesure où 25 % de ces points ne sont pas en service.

Intégration régionale : promouvoir une vision panafricaine

- 3.11 **Le rôle stratégique que joue le Fonds en matière d'intégration régionale a été confirmé au cours du FAD-12 et se poursuit au titre du FAD-13, avec la mission d'intensifier l'appui aux infrastructures régionales, aux biens publics régionaux et au renforcement des capacités.** Cela s'inscrit dans une vision panafricaine consistant à donner à l'Afrique les moyens de participer à l'économie mondiale et de tirer parti d'un marché mondial de plus en plus interconnecté. L'intégration régionale est également un facteur déterminant pour la promotion de la croissance inclusive à travers l'intégration dans l'espace. En Afrique, l'intégration régionale est très fortement tributaire du développement des infrastructures nationales et régionales. À cet égard, les ressources du FAD-13 ont été affectées au développement des réseaux d'interconnexion des TIC et des corridors de transport, ainsi qu'aux biens publics régionaux.
- 3.12 Les opérations régionales (OR) représentent maintenant environ 25 % de l'ensemble des projets en réserve, en réponse à une demande croissante. Les ressources du FAD-13 réservées à ces opérations n'ont augmenté que légèrement, mais les demandes restent trois fois plus élevées que les ressources disponibles. Toutes les ressources du FAD prévues pour les OR ont donc déjà été engagées.

- 3.13 En 2014 et en 2015, 31 projets (sur 80 propositions) ont été sélectionnés, ce qui représente une absorption attendue de 930,09 millions d'UC (87 % de l'enveloppe des OR). En 2014, un cadre d'hierarchisation des opérations régionales réaménagé avec des incitatifs spéciaux à l'intention des pays en transition a été adopté. Les approbations par le Conseil se sont chiffrées à 229,89 millions d'UC (21,4 % de l'enveloppe des OR) fin août 2015. Le graphique 5 présente les approbations d'OR, au regard des priorités stratégiques du Fonds.

Graphique 5: Projets d'opérations régionales approuvés au titre du FAD-13 par secteur



- 3.14 Une évaluation indépendante menée en 2012 a trouvé que le Groupe de la Banque disposait de cadres stratégiques et opérationnels cohérents et pertinents pour ses opérations régionales. La part des opérations multinationales dans le portefeuille de la Banque est passée de 15 % en 2013 à 25 % en 2015, sans que cela nuise à la sélectivité et l'alignement stratégiques. Les OR ont permis de répondre aux besoins prioritaires des PMR et ont en général atteint leurs objectifs au plan des réalisations. Par ailleurs, la capacité de la Banque à accomplir sa mission en matière d'intégration régionale s'est fortement améliorée à la faveur de la création du Département de l'intégration régionale et du commerce.

Développement du secteur privé : promouvoir la croissance à l'aide d'instruments de financement innovants

- 3.15 **Les ressources du FAD-13 favorisent le développement du secteur privé dans les pays bénéficiaires de plusieurs façons à travers des opérations du secteur privé.** Les interventions du FAD dans les secteurs tels que les infrastructures (communication, transports et réseaux de distribution, institutions et marchés financiers, systèmes d'alimentation en énergie, etc.) favorisent la hausse de l'activité sur l'ensemble du continent africain, en s'attaquant aux obstacles majeurs qui entravent l'essor du secteur privé. Les ressources du FAD appuient également diverses réformes au plan de la gouvernance qui visent à améliorer la transparence, l'efficacité et la réglementation des services publics, contribuant ainsi à l'amélioration du climat des investissements et des affaires.
- 3.16 **Pendant le cycle du FAD-13, des instruments innovants comme la garantie partielle de crédit (GPC) et la facilité de rehaussement du crédit du secteur privé (PSF) ont**

été créés pour encourager davantage les interventions du secteur privé dans les pays à faible revenu. Des cadres stratégiques et des directives opérationnelles sont maintenant en place pour ces deux instruments, qui devraient devenir entièrement opérationnels après la revue à mi-parcours. À ce jour, depuis l'introduction de la garantie partielle de risque au titre du FAD-12, seulement trois projets ont été identifiés. La lenteur relative avec laquelle ces instruments innovants sont utilisés reflète les longs délais associés à la mise en place de cadres opérationnels appropriés.

- 3.17 Fin août 2015, les engagements non souverains en volume dans les pays FAD et les pays admissibles à des financements mixtes se sont chiffrés à 2 millions d'UC, soit 28 % du portefeuille actif du secteur privé. En 2014, à la suite de changements apportés à la politique de crédit de la Banque, la Banque a diversifié son portefeuille de prêts avec plus de 265 millions d'UC en nouveaux prêts BAD en faveur des pays admissibles à ce guichet.
- 3.18 Les trois projets de GPR, deux au Kenya et un au Nigeria, ont une valeur nominale totale de 146 millions d'UC. Ils ont permis de mobiliser plus de 2,7 milliards de dollars EU en investissements. Aucun projet de GPC, un instrument lancé pendant le cycle du FAD-13, n'a encore été approuvé. En décembre 2013, un cadre stratégique et des directives opérationnelles ont été approuvés pour cet instrument. Avec un montant initial de 165 millions d'UC mis de côté, la PSF est un instrument spécialisé de rehaussement de crédit qui vise à repousser les limites des fonds propres de la BAD, afin d'appuyer plus de projets dans les pays à faible revenu. Le cadre stratégique de la Facilité a été approuvé par les conseils d'administration du FAD et de la BAD en mai 2015. Un portefeuille de projets a été identifié et des ressources devraient être entièrement engagées avant la fin du cycle du FAD-13. L'expérience montre que les instruments innovants utilisés pour promouvoir l'investissement privé dans les pays à faible revenu, quoique potentiellement très efficaces, nécessitent du temps pour être structurés adéquatement.

Gouvernance : renforcer la responsabilité et la transparence pour la croissance inclusive

- 3.19 **Le Fonds a enregistré des progrès notables en ce qui concerne l'octroi d'appui à la gouvernance et l'amélioration de la qualité de ses opérations.** En 2014, le Cadre stratégique et le plan d'action pour la gouvernance 2014-2018 (GAP II) ont été approuvés en tant que dispositif permettant de réaliser les priorités du FAD-13, à savoir la gouvernance et la responsabilité, à travers des opérations de prêt et hors prêts. Le GAP II comporte trois axes, à savoir i) le secteur public et la gestion économique ; ii) la gouvernance sectorielle ; et iii) le climat des investissements et des affaires. À mi-parcours, 26 opérations liées à la gouvernance dans 17 pays avaient été approuvées, pour un montant total de 502 millions d'UC.
- 3.20 Au cours du cycle du FAD-13, la Banque a approuvé 12 opérations programmatiques (OP), notamment l'appui budgétaire, à 11 pays² pour un montant total de 185,94 millions d'UC. Les OP fournissent une plate-forme pour le dialogue sur les principaux secteurs de la gouvernance que sont la gestion des finances publiques (GFP), la gestion du budget et de la dépense ; l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures, le renforcement des mécanismes formels de responsabilité et le renforcement de la responsabilité du côté de la demande. Au Malawi, où la Banque copréside le groupe d'appui budgétaire, notre forte présence et notre participation active aux réformes de la gestion des finances publiques nous ont permis de travailler avec les pouvoirs publics à la recherche de solutions, face aux graves problèmes que connaît le pays au plan de la gestion des finances publiques, à la suite des scandales de corruption récents. En Guinée, une OP de 12 millions d'UC axée sur la modernisation du régime fiscal a permis d'améliorer la transparence et la perception des recettes tirées de l'extraction des ressources. Auparavant, le Fonds avait consenti un appui institutionnel de 5 millions

² Burkina Faso, RCA, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Sierra Leone, Burundi, Comores, Madagascar, Mozambique et Tanzanie.

d'UC en vue de moderniser l'Office du revenu du Togo et d'accroître la transparence dans le secteur d'extraction. En 2015, 2 millions d'UC ont été affectés au Parlement du Zimbabwe pour l'aider à améliorer la responsabilité du côté de l'offre, en partenariat avec les principales organisations civiles et le Bureau de l'auditeur général.

- 3.21 **L'accent que la Banque met sur les États en situation de fragilité et sur le renforcement de la résilience à travers la gouvernance continue d'être un facteur déterminant de l'appui du FAD.** En Sierra Leone, le Conseil a approuvé deux opérations, l'une d'appui budgétaire de 4 millions d'UC et l'autre d'appui institutionnel de 2,3 millions d'UC, en cofinancement avec la Banque mondiale, le DFID et l'Union européenne. Ces investissements visent à renforcer le contrôle budgétaire, la responsabilité et la surveillance par les députés et les organisations de la société civile. Le Fonds a également fait preuve de flexibilité et de réactivité dans les situations de crise et d'urgence en contribuant à restaurer une gouvernance efficace. En 2014, 15 millions d'UC ont été affectés à la République centrafricaine à travers une OP visant à restaurer le service public et à créer les conditions propices à la reprise de l'activité économique.
- 3.22 **Le Fonds a réagi rapidement et efficacement aux autres situations de crise.** La Banque a ainsi été la première BMD à faire face à la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Le Fonds a également intensifié ses interventions pour améliorer l'intégrité dans les secteurs à haut risque comme l'énergie et les industries extractives. Ces interventions viennent s'ajouter au plaidoyer et à l'appui stratégique que fournit le Centre africain des ressources naturelles (CARN), qui participe à des initiatives régionales et mondiales importantes comme l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives et la Vision minière africaine (VMA). L'encadré 7 ci-dessous présente les interventions menées au Mozambique et dans les Comores, tandis que l'encadré 8 détaille la création du CARN.
- 3.23 **Les interventions visant à améliorer le climat des investissements et l'environnement des affaires ont contribué à renforcer les cadres juridiques, réglementaires et institutionnels dans différents pays.** Par exemple, le Fonds appuie les systèmes judiciaires en vue d'une meilleure exécution des contrats et de la résolution de différends commerciaux. Il fournit également des services de développement des affaires et la formation à l'intention des entrepreneurs, notamment les femmes chefs d'entreprise. Au Burkina Faso, un programme de 40 millions d'UC fait la promotion d'incubateurs d'entreprises, de systèmes de garantie de crédit et d'agences de promotion des exportations. La stratégie de la Banque en matière de lutte contre les flux financiers illicites est en cours de mise à jour.

Encadré 7 : Quelques résultats d'opérations d'appui à la gouvernance

Gestion des finances publiques : Programme de gouvernance économique et de croissance inclusive au Mozambique (4 millions d'UC) : Cette opération accompagne les réformes visant à consolider les gains enregistrés en matière de GFP et à améliorer la gouvernance et le développement durable des industries extractives et des secteurs de l'énergie.

Résultats : Le projet de loi sur l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives a été rédigé et tous les accords avec les compagnies minières sont maintenant entièrement publiés et accessibles à tous.

Programme d'appui aux réformes dans le secteur énergétique des Comores (4 millions d'UC) : Cette opération vise à améliorer la gouvernance et la performance du secteur énergétique en vue de le rendre plus efficace et capable de soutenir le développement économique du pays.

Résultats : Restructuration de la compagnie d'électricité et renforcement de ses organes de gouvernance.

- 3.24 La Banque appuie également un certain nombre d'activités de production du savoir sur la gouvernance. En collaboration avec d'autres partenaires au développement, nous avons mené diverses évaluations et études, notamment des évaluations PEFA qui favorisent une

même compréhension de l'état des institutions chargées de la GFP. De nouvelles directives opérationnelles applicables aux OP constituent un guide pratique pour le personnel de la Banque et les consultants sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre efficacement les OP, en tant qu'outils de dialogue sur les politiques. Un processus interne d'assurance qualité en place permet l'intégration systématique des enseignements tirés d'opérations passées et des constatations émanant d'évaluations indépendantes. De plus, les fonds fiduciaires, en particulier le fonds fiduciaire pour la gouvernance, appuient des approches innovantes en matière de recherche sur la gouvernance, notamment en permettant des partenariats plus forts avec la société civile avec la possibilité de les renforcer au titre du FAD.

3.25 Dans l'ensemble, le Fonds a enregistré des progrès notables au plan de l'octroi d'un appui approprié à la gouvernance et de l'amélioration de la qualité de ses opérations.

Encadré 8 : Le Centre africain des ressources naturelles (CARN)

- Créé en décembre 2013, le CARN a pour mission d'améliorer les résultats en matière de développement découlant de la gestion des ressources renouvelables (produits halieutiques, forêts, terres et eau) et non renouvelables (pétrole, gaz et minéraux) en Afrique, à travers des cadres institutionnels et de gouvernance efficaces dans le secteur public et le secteur privé. Le centre a pour mission de conseiller les PMR sur la formulation et la mise en œuvre de politiques de gestion des ressources naturelles de sorte qu'ils soient en mesure d'obtenir une plus grande valeur pour ces ressources. Les postes vacants au Centre sont en train d'être pourvus.
- Le Centre a mis au point une stratégie de six ans ainsi qu'un plan de travail provisoire. Pour exécuter son ambitieux programme de travail, le centre collaborera avec d'autres départements pour mettre à contribution les vastes connaissances de la Banque dans le secteur des ressources renouvelables, tout en renforçant les connaissances sur les ressources non renouvelables. Les interventions proposées concernent la prestation de conseils stratégiques, le renforcement des capacités, l'assistance technique et le plaidoyer.
- Le CARN participe déjà à des opérations financées par le FAD, telles que le renforcement des capacités pour la réglementation minière en Guinée et la gouvernance forestière en République du Congo. Les deux projets seront approuvés au second semestre de 2015. Au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme de travail provisoire, on s'attend à ce que les opérations du CARN bénéficient de plus de ressources du FAD.

Compétences et technologie : outiller la jeunesse africaine

3.26 Dans le rapport du FAD-13, les plénipotentiaires et la direction de la Banque se sont engagés à élaborer de nouvelles approches pour l'appui au développement des compétences et à l'adoption de la technologie en Afrique et, en particulier, à renforcer les liens entre les systèmes d'éducation et de formation et le marché du travail. La stratégie du capital humain pour 2014–2018 définit les priorités et les nouveaux secteurs d'intervention. Sa mise en œuvre se fait à travers des opérations d'octroi de prêts, la production du savoir et le dialogue sur les politiques.

3.27 Fin août 2015, 13 opérations évaluées à 334,36 millions d'UC (15 % des engagements au titre du FAD-13) sont en cours. Le Fonds est en train d'armer la jeunesse africaine avec des compétences en science, en TIC et dans des domaines spécialisés tels que la gestion des ressources naturelles. Le programme pour les compétences, l'employabilité et l'entrepreneuriat (SEEP II) mis en œuvre au Rwanda, avec un investissement de 76 millions de dollars EU, est la plus grande opération du FAD dans ce secteur. Il permettra de renforcer les compétences et les aptitudes recherchées sur le marché du travail tout en faisant la promotion de l'entrepreneuriat et le développement des affaires.

Encadré 9 : Ouvrir l'accès aux emplois verts grâce au développement des compétences et à la technologie

Le Fonds renforce les compétences en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM) et dans l'économie informelle, afin de permettre aux microentreprises et aux petites entreprises d'entrer sur les marchés verts.

Côte d'Ivoire – Programme d'appui au renforcement de l'inclusion et de la cohésion sociales (30 millions d'UC) : Ce projet appuie la réinsertion économique de 15 500 soldats démobilisés, notamment 2 000 femmes, dont 75 % dans des activités économiques rentables. Les activités vertes prévues englobent i) la collecte et le recyclage des déchets plastiques et d'autres produits non biodégradables de l'industrie du traitement du plastique (pneus, sacs, bouteilles et composants plastiques des équipements audio/vidéo et TI) ; ii) la contribution au renouvellement de la flotte de taxis vieillissante d'Abidjan et d'autres véhicules de transport public, qui constituent une source majeure de pollution ; et l'installation de microcentrales solaires dans les régions éloignées. Ces activités sont mises en œuvre par l'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion.

Zambie – Appui au projet d'enseignement scientifique et technologique (25,96 millions d'UC) : Ce projet vise à élargir l'accès à l'enseignement des sciences et de la technologie et à accroître la qualité de cet enseignement dans les établissements d'enseignements supérieur et professionnels, conformément aux priorités de la Vision zambienne pour 2030. Il met un accent particulier sur l'amélioration de l'accès pour les femmes. Les activités prévues englobent l'investissement dans les infrastructures, la formation du personnel enseignant sous-qualifié, en particulier les femmes, et l'élaboration de programmes pour l'enseignement des aptitudes pour le marché du travail et l'entrepreneuriat.

Ce programme appuiera le renforcement des capacités d'au moins deux mille jeunes diplômés et jeunes non scolarisés. Il améliorera l'employabilité des jeunes, comblera le déficit de compétences dans le secteur privé et accroîtra la compétitivité de la Zambie dans l'économie mondiale.

4. Domaines d'intérêt particulier

- 4.1 Le Fonds appuie également un certain nombre de domaines d'intérêt particulier qui touchent aux cinq priorités opérationnelles déjà résumées. Il s'agit de la fragilité, de l'égalité hommes-femmes, et l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Appui aux pays en transition

- 4.2 **La Facilité d'appui à la transition (FAT) s'est imposée comme un instrument flexible et adapté pour la satisfaction des besoins des pays touchés par la fragilité et les conflits.** Guidé par la stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience de 2014 du Groupe de la Banque³, la Facilité aide les pays à s'attaquer aux facteurs de fragilité et à renforcer les sources de résilience, en vue de prévenir la reprise des conflits et jeter les bases d'un retour à une croissance durable et inclusive. Le pilier I de la FAT prévoit un appui complémentaire à l'intention de 16 pays, en sus de leur allocation FAD basée sur la performance. Les ressources supplémentaires sont affectées au renforcement des capacités de base en matière de gouvernance et à la réhabilitation ou la construction d'infrastructures de base. À mi-parcours, 44 % des ressources, soit 260,87 millions d'UC, avaient été engagées (y compris 23,86 millions d'UC de la réserve), sur les 590,89 millions d'UC disponibles au titre du Pilier I au cours du cycle du FAD-13⁴. **Compte tenu de ces avancées, les ressources du Pilier I devraient être entièrement utilisées au titre du FAD-13.**
- 4.3 Le Pilier II appuie l'apurement des arriérés, permettant ainsi aux pays en transition de normaliser leurs relations avec la Banque et de retrouver l'accès au guichet FAD. L'appui est assujéti à plusieurs exigences d'ordre technique. Le Zimbabwe enregistre des progrès considérables en ce qui concerne ces exigences et devrait devenir admissible à l'appui

³ Hormis la Stratégie décennale, la Banque dispose d'un certain nombre d'autres stratégies plus ciblées mettant l'accent sur l'inclusion. La politique *Remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique 2014-2019* a été mise au point en 2014 en vue de faire en sorte que les pays en situation de fragilité/transition obtiennent l'aide voulue pour renforcer leurs capacités institutionnelles et soient en mesure de retrouver une trajectoire de croissance durable.

⁴ Y compris 19,11 millions d'UC reportés du FAD-XII et 59,72 millions d'UC provenant des ressources non affectées.

pour apurement d'arriérés au titre du FAD-13. Toutefois, les chances que la Somalie et le Soudan se qualifient à cet appui restent minces⁵. Les toutes dernières projections de l'encours des arriérés du Zimbabwe à l'égard du Groupe de la Banque pour 2016 s'établissent à 437,87 millions d'UC (arriérés au guichet BAD) et à 13,84 millions d'UC (arriérés au guichet FAD). Au Pilier II, les ressources disponibles pour l'apurement des arriérés au guichet BAD s'élèvent à 392,29 millions d'UC, ce qui crée un déficit de financement potentiel de 45,58 millions d'UC. Cela signifie qu'on s'attend à ce que les ressources du Pilier II soient entièrement utilisées; il est donc recommandé qu'elles soient retenues.

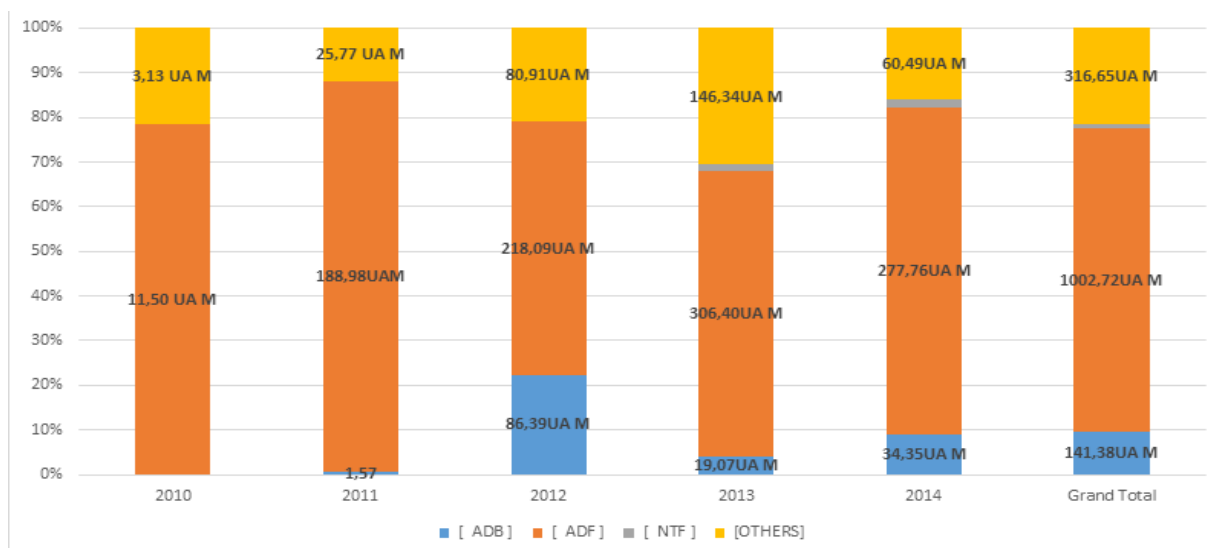
- 4.4 Le Pilier III prévoit un appui ciblé pour le renforcement de capacités et l'analyse économique, en vue de faciliter la préparation et la gestion de politiques et programmes de développement. Au titre de ce pilier, la Facilité africaine de soutien juridique (FASJ) a obtenu 16 millions d'UC pour mener des initiatives de conseil juridique et de renforcement de capacités dans les pays admissibles, dans l'objectif d'améliorer l'utilisation efficace des ressources. La FASJ a 45 projets dans la réserve, pour un montant de 16,285 millions de dollars EU. La mise en œuvre de ces projets démarrera au troisième trimestre de 2015 (consulter le document réservé à la FAT pour de plus amples renseignements). Les ressources du Pilier devraient être entièrement utilisées au titre du FAD-13.
- 4.5 Dans le droit fil de la stratégie de la Banque sur la fragilité, un prisme de la fragilité est appliqué de façon systématique dans la programmation de la Banque, la conception de projets et le dialogue sur les politiques au titre du FAD-13, en vue d'identifier les possibilités, pour l'institution, de contribuer à réduire le risque de conflit et de renforcer la résilience. Toutes les nouvelles stratégies pays et régionales sont désormais éclairées par des évaluations de la fragilité. De plus, des études menées au cours du cycle du FAD-13 englobent i) des rapports d'évaluation de la fragilité ; ii) des fiches de fragilité pays ; et iii) des publications phares telles que le renforcement de l'impact de la BAD sur le développement dans les États fragiles et la Gestion des ressources naturelles dans les États fragiles.

Agriculture et sécurité alimentaire : la responsabilité de nourrir les populations du continent

- 4.6 Les opérations du Fonds dans le secteur de l'agriculture portent surtout sur le développement des infrastructures et l'intégration des mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques. Toutefois, la mobilisation de ressources suffisantes pour l'agriculture et la gestion des ressources naturelles continue de poser problème. Le Fonds continuera d'étudier les opportunités qui s'offrent pour la mobilisation de ressources supplémentaires à travers des partenariats et le cofinancement au niveau des pays.
- 4.7 Fin août 2015, les approbations dans le secteur de l'agriculture se sont chiffrées à 411,03 millions d'UC. Conformément à la stratégie d'appui aux infrastructures agricoles, les projets dans le secteur aident à développer des systèmes durables de production et de stockage des produits agricoles. Le secteur renforce également l'accès aux marchés et appuie un développement résilient aux changements climatiques, comme le montrent les opérations phares présentées au graphique 6 et à l'annexe II (à la rubrique Agriculture et sécurité alimentaire).

⁵ Un résumé de l'évaluation des progrès pays par pays en matière d'apurement d'arriérés pour les trois pays potentiellement admissibles (Somalie, Soudan et Zimbabwe) et des problèmes non encore résolus est fourni à l'annexe IV du document séparé de la revue à mi-parcours consacré à la fragilité et à la Facilité d'appui à la transition.

Graphique 6 : Approbations FAD dans le secteur de l'agriculture par année



- 4.8 **En 2014, tous nos projets dans le secteur de l'agriculture ont intégré des objectifs d'égalité hommes-femmes.** Ces projets sont alignés sur la stratégie de la Banque en matière de genre et visent plusieurs objectifs, notamment l'amélioration de l'accès à la propriété foncière pour les femmes, en particulier l'accès aux terres irriguées, l'accès équitable aux ressources financières et techniques dans le cadre des projets d'investissement de la Banque, l'inclusion systématique des femmes dans la gestion des ressources naturelles (participation d'au moins 30 %) et le développement d'infrastructures sexo-spécifiques (zones de micro-irrigation et routes rurales réhabilitées).
- 4.9 Au cours des 5 dernières années, **plus de 300 km de routes secondaires ont été construits et des millions de personnes ont pu accéder plus aisément aux services de transport.** Environ 1,5 million de personnes accèdent à la technologie améliorée et environ 600 installations de production et de commercialisation ont été construites. S'agissant de la gestion des ressources naturelles, plus de 809 500 ha de terrain ont été améliorés à travers le reboisement et la reforestation, pour le bénéfice d'environ 19 millions de personnes, y compris des femmes.
- 4.10 **La Banque prépare une nouvelle stratégie dans le secteur de l'agriculture et de l'agro-industrie (2015-19).** Cette stratégie s'articule autour de trois axes, à savoir i) le développement des infrastructures agricoles et rurales ; ii) la promotion de l'agro-industrie et l'innovation ; et iii) le renforcement de la résilience et de la gestion des ressources naturelles, avec comme thème transversal l'égalité hommes-femmes.

Encadré 10 : Appui de la Banque à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans les régions fragiles en Afrique

Programme de résilience à la sécheresse et de développement de moyens de subsistance durables dans la Corne de l'Afrique (84 millions d'UC) : La Phase I, approuvée en décembre 2012 pour le Kenya, Djibouti, l'Éthiopie et la communauté commerciale de l'IGAD, s'attaque aux effets de la sécheresse chronique qui sévit dans la région. Elle porte sur trois secteurs étroitement liés, à savoir i) le développement et la gestion des ressources en eau ; ii) les infrastructures pour l'accès aux marchés du bétail ; et iii) le renforcement des capacités.

Programme de résilience à la sécheresse dans le Sahel (P2RS), 155 millions d'UC La : Phase I couvre 13 pays membres du CILSS (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Le programme vise à renforcer la résilience des

communautés à la famine, à améliorer la santé des personnes et du bétail et à améliorer les moyens de subsistance.

5. Prise en compte des questions de genre

- 5.1 **Depuis la reconstitution des ressources du FAD-13, la Banque a enregistré des avancées en ce qui concerne la promotion de l'égalité hommes-femmes dans ses opérations. L'Envoyée spéciale pour les questions de genre a été nommée en 2013 avec pour mission de superviser la prise en compte du genre à la Banque, programme qui englobe des réformes à l'interne et l'intensification de l'intégration du genre à travers les projets de la Banque.** En janvier 2014, la Stratégie du Groupe de la Banque en matière de genre *Investir dans l'égalité hommes-femmes pour la transformation de l'Afrique 2014-2018* a été approuvée par le Conseil. Elle vise à améliorer le statut social, juridique et économique des femmes africaines, et à renforcer la gestion du savoir et le renforcement des capacités liés aux questions de genre dans les PMR et au sein de la Banque.
- 5.2 L'institutionnalisation du genre a enregistré des progrès dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'énergie, les transports, la santé et l'éducation. Les nouvelles opérations mettent maintenant un accent accru sur le genre à chaque étape du cycle de projet. De nouveaux instruments sont en cours d'élaboration pour améliorer la prise en compte du genre et mesurer son impact. Les résultats tirés de projets mis en œuvre entre 2012 et 2014 ont montré que plus de 50 % des bénéficiaires de projets dans les secteurs de l'énergie, de la santé, des transports, de l'eau et de la formation professionnelle étaient des femmes. Plusieurs projets phares visant à renforcer l'autonomie économique des femmes sont en cours de préparation. Les activités de plaidoyer sur des questions de genre essentielles comme les violences faites aux femmes ont fait naître une prise de conscience des questions de genre au sein et à l'extérieur de la Banque. Par ailleurs, un système de marquage du genre a été élaboré en vue de catégoriser les opérations en fonction de leur impact potentiel sur le genre. Ce système est mis à contribution pour l'affectation des ressources vers des projets susceptibles d'avoir le plus grand impact sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Pour de plus amples informations, voir le document sur le genre.
- 5.3 **L'indice africain de l'égalité hommes-femmes a été mis au point et lancé lors des Assemblées annuelles de 2015.** Il réunit les données sur les principaux indicateurs sexospécifiques pour permettre une évaluation plus rigoureuse des inégalités hommes-femmes en Afrique. Plusieurs produits du savoir visant à renforcer la base de données factuelles sur le genre ont été préparés et largement diffusés.

Changements climatiques

- 5.4 **La lutte contre les effets des changements climatiques sur l'Afrique fait partie des activités de base de la BAD.** Conformément à la stratégie de la Banque et aux engagements pris par la Direction dans le cadre du FAD-13, des efforts sont faits pour accélérer l'intégration des changements climatiques dans les opérations et les documents programmatiques de la Banque (DSP et DSIR). Le Groupe de la Banque a prévu d'investir environ 6,4 milliards d'UC sur cinq ans (2011-2015) par le biais de son plan d'action sur le changement climatique (CCAP)⁶ 2011-2015 dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'agriculture, pour appuyer un développement sobre en carbone et résilient aux effets des changements climatiques. Ainsi, entre 2011 et 2014, la Banque a approuvé des investissements liés au climat se chiffrant à environ 4,5 milliards d'UC,

⁶ Le CCAP fournit des orientations pratiques concernant les mesures d'adaptation et d'atténuation dans les opérations financées par le Groupe de la Banque. Hormis la prise en compte des changements climatiques dans ses investissements et la mise au point des cadres stratégiques, juridiques et réglementaires nécessaires, le Groupe de la Banque a également développé des initiatives de production du savoir et de renforcement de capacités pour mieux éclairer ses opérations et orienter son action auprès de ses clients.

dont plus de la moitié en faveur de pays FAD. Au titre du FAD-13, la Banque joue plusieurs rôles, en aidant les PMR à s'engager vers la résilience climatique et un développement faible en carbone, en particulier dans le secteur de l'énergie où la Banque met en œuvre des projets de production d'énergie renouvelable.

5.5 La Banque s'est engagée à collaborer avec d'autres partenaires au développement dans ce secteur. Elle a noué des partenariats avec des institutions régionales et internationales, en vue de forger un point de vue africain solide et unifié sur les changements climatiques. L'appui au Groupe africain des négociateurs qui fait entendre la voix de l'Afrique dans des enceintes internationales comme la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC) en est un exemple. Parallèlement, la Banque fournit également un appui technique et financier aux administrateurs du Fonds vert pour le climat.

5.6 Le Programme ClimDev-Afrique est une initiative conjointe de la Banque, de la Commission de l'Union africaine et de la CEA, avec des ressources provenant de l'Union européenne. Il est devenu opérationnel en août 2014, avec la mission d'aider les PMR à renforcer leur résilience face aux impacts des changements climatiques.

Encadré 11 : Intégration de la résilience aux changements climatiques dans la conception de projets

1. Le *Projet de transport urbain de Parakou* au Bénin contribue à la réhabilitation et à l'élargissement de 17,5 km de routes principales dans la ville de Parakou, en vue d'accroître la mobilité urbaine, de réduire les accidents et améliorer les conditions de vie. Il contribuera également à réduire la pauvreté en améliorant l'accès aux services sociaux de base et en augmentant les possibilités, pour les femmes et d'autres groupes défavorisés, de participer à la vie sociale et économique de leurs communautés. Les mesures d'atténuation des impacts négatifs du projet (par exemple le déclassement de 10 ha de forêt et la dégradation potentielle des ressources en eau) englobent la plantation d'arbres, le développement d'espaces verts et la restauration de la forêt classée de Parakou. Des mesures visant à améliorer la qualité de l'air sont financées par le Fonds pour l'environnement mondial, notamment l'établissement d'un niveau de référence de la qualité de l'air, la formation, le contrôle et le suivi des émissions, et la sensibilisation.

2. Le *Projet d'infrastructure durable en matière d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural en vue de l'amélioration de la santé et des moyens de subsistance* au Malawi vise à améliorer l'accès à l'eau potable et aux installations d'assainissement améliorées. Une pluviométrie irrégulière et des épisodes de sécheresse prolongés tenant à une variabilité climatique accrue se conjuguent pour aggraver les problèmes déjà difficiles en matière d'eau. Des études montrent que le Malawi sera l'un des pays en développement les plus vulnérables aux impacts négatifs des changements climatiques.

Le projet s'attaque au problème de l'insuffisance de l'alimentation en eau, tout en protégeant les acquis des interventions de la Banque contre les effets des changements climatiques. Les activités d'adaptation climatique sont : i) l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'adaptation communautaires ; ii) l'installation de stations de suivi hydrologique ; iii) la sensibilisation des communautés aux conséquences des changements climatiques ; iv) l'appui aux activités de gestion communautaire des bassins versants, notamment la plantation d'arbres ; et v) la formation des communautés sur d'autres activités génératrices de revenus.

6. Difficultés de mise en œuvre/Mesures d'atténuation

6.1 En dépit des progrès notables enregistrés à ce jour, le FAD a rencontré un certain nombre de difficultés. Aux niveaux opérationnel et institutionnel, la Direction a identifié un certain nombre de questions qui nécessitent un suivi rigoureux et des mesures correctives au cours du reste du cycle du FAD-13. Il s'agit des points suivants :

- améliorer les résultats en renforçant la performance et la gestion du portefeuille ;
- mettre davantage l'accent sur la préparation, la conception et la mise en œuvre des projets, et sur le renforcement des capacités ;

- poursuivre le renforcement de la capacité interne de la Banque à analyser les questions de fragilité et à gérer les risques opérationnels, en appliquant avec souplesse les processus fiduciaires et de passation de marchés, tel qu'il est prévu dans les révisions en cours de la politique en matière de passation de marchés ; et
 - encourager les départements régionaux et sectoriels à s'approprier davantage la mise en œuvre de projets dans les pays FAD, en particulier les pays en transition.
- 6.2 En bref, la Direction prend des mesures fortes pour faire face aux principales difficultés de mise en œuvre et, partant, améliorer la qualité du portefeuille du FAD-13. La Banque a mis en place un nouveau tableau de bord pour le contrôle qualité, afin d'aider les membres de la haute direction à suivre la performance du portefeuille. Elle continuera de renforcer la supervision de ce portefeuille, le personnel des bureaux extérieurs étant de plus en plus appelés à jouer les premiers rôles. Par ailleurs, la Banque améliore la programmation/conception de projets, afin d'améliorer la qualité du portefeuille et d'accélérer la mise en œuvre des projets. La simplification et l'amélioration des processus juridiques, de passation de marchés et de gestion financière sont en cours, et la gestion des risques se renforce.
- 6.3 En dépit d'un environnement extérieur difficile, la mise en œuvre du FAD-13 avance conformément aux engagements pris au moment de la reconstitution des ressources. Le Fonds a démontré sa réactivité à l'égard des besoins variés et changeants de ses clients, tout en maintenant son orientation stratégique et opérationnelle et son accent sur les résultats.
- 6.4 En s'appuyant sur les réalisations d'ordre institutionnel et opérationnel enregistrées par le FAD-12, le Fonds consolide et raffermi ses acquis; fait la promotion de l'innovation en déployant de nouveaux instruments ; et améliore la conception et l'exécution des opérations par une évaluation active et l'apprentissage. À titre d'exemple, nous savons maintenant que le déploiement de nouveaux instruments prend beaucoup plus de temps que prévu, et nous en tiendrons compte dans nos décisions futures. Les portefeuilles et les opérations pays du Fonds doivent maintenant passer par un ensemble de mécanismes rigoureux de contrôle qualité, afin de faire en sorte que les problèmes de mise en œuvre soient rapidement détectés et réglés. Les enseignements tirés des évaluations conduites par IDEV, de l'ADER 2015 et d'autres revues éclaireront les aménagements qui seront apportés en permanence à l'action stratégique et opérationnelle du Groupe de la Banque dans les secteurs prioritaires du FAD-13.
- 6.5 La mise en œuvre des nouveaux cadres stratégiques et opérationnels de la Banque avance comme prévu. Les stratégies nationales, régionales et sectorielles sont maintenant éclairées, de façon systématique, par des évaluations de la fragilité, et un accent accru est mis sur les priorités transversales telles que les questions de genre et les changements climatiques. Toutefois, plusieurs difficultés persistent, notamment l'insuffisance des ressources financières pour la réalisation d'études transformatrices sur l'égalité hommes-femmes. Une orientation stratégique plus marquée dans cette voie nécessite la mise en place d'un mécanisme permettant de combler le déficit de ressources actuel.

7. La marche à suivre

- 7.1 Pour consolider et mettre à profit ces acquis, la haute direction doit essentiellement continuer de mettre l'accent sur l'efficacité des processus et la gestion du portefeuille. Un rapport sur le portefeuille signalant des secteurs nécessitant l'attention de la Direction est maintenant publié régulièrement par le Bureau de gestion de la mise en œuvre de la performance (COPM), examiné chaque mois au cours des réunions du comité des

opérations (OpsCom) et systématiquement appliqué par les départements concernés. Un groupe de travail interdépartemental a été institué pour examiner les questions de nature systémique et soumettre des recommandations pratiques à mettre en œuvre en temps voulu.

- 7.2 Les équipes de projet dans les bureaux extérieurs continuent de collaborer avec les clients et les bénéficiaires de prêts à l'identification et à la résolution des difficultés de mise en œuvre de projets. Cela a permis de réduire le pourcentage de projets à risque. Pour l'avenir, la supervision de projets suivra une approche axée sur le risque, avec un accent particulier sur les opérations connaissant des problèmes au plan de la performance. La mise en œuvre d'un plan d'action actualisé pour la feuille de route de la décentralisation ainsi que la révision de la matrice de délégation de pouvoirs devraient également libérer plus de synergies et d'acquis dans ce domaine.
- 7.3 Les plénipotentiaires sont priés de prendre connaissance du présent rapport, de donner leurs points de vue et de proposer des orientations sur les réalisations et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du FAD-13. S'agissant des ressources au titre du pilier II de la FAT, la Direction recommande qu'elles soient retenues en faveur du Zimbabwe.

Composition de l'équipe

Membres de l'équipe	Unité/Département
Zuzana BRIXIOVA,	ECON
Serign CHAM (co-chef)	FRMB
Belinda CHESIRE	FRMB
Damoni KITABIRE	ZMFO
Solomane KONE (chef)	Front Office ORVP
Albert MAFUSIRE	ORTS
Jacques MOULOT	ONRI
Herve NEFFO	COPB
Ralph OLAYE	COPB
Michael SALAWOU	SEGL
Richard SCHIERE	ORQR
Sylvie TRAORÉ	FVP/COO

Annexe I : Résultats globaux des opérations du FAD

Comment la BAD contribue au développement des pays FAD (niveau 2)

Ce tableau présente la contribution que la Banque apporte au développement à travers ses opérations dans les pays FAD. La performance de l'institution est mesurée en comparant les réalisations attendues et effectives pour toutes les interventions menées à terme :

- Les opérations de la Banque ont atteint 95 % ou plus de leurs cibles¹
- Les opérations de la Banque ont atteint 60-94 % de leurs cibles
- Les opérations de la Banque ont atteint moins de 60 % de leurs cibles
- La performance n'a pas été évaluée faute de données

	2012-2014		2015-2017	
	ATTENDU	LIVRÉ		ATTENDU
DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES				
● Transport – Routes construites, réhabilitées ou entretenues (km)	4 618	3 583	78 %	18 266
● Transport – personnel formé/recruté pour l'entretien des routes	882	747	85 %	11 882
● Transport – Personnes formées à la sécurité routière, etc.	663 243	859 400	130 %	1 505 760
● Transport – Personnes bénéficiant d'un accès amélioré aux transports	13 151 387	13 705 720	104 %	26 863 870
dont des femmes ²	6 671 578	6 952 790		9 538 950
● Énergie – Capacité énergétique installée (MW)	141	141	100 %	2 248
dont énergie renouvelable (MW)	128	128	100 %	917
● Énergie – Personnel formé/recruté pour la maintenance des installations	-	-		3 982
● Énergie n Personnes bénéficiant de raccordements électriques nouveaux ou améliorés	1 796 794	1 800 750	100 %	20 951 170
dont femmes ²	912 794	914 810		6 708 620
● Énergie – Émissions de CO ₂ réduites (tonnes par an)	183 000	254 680	139 %	5 294 260
● Eau – Capacité en eau potable créée (m ³ /jour)	69 763	55 335	79 %	310 490
● Eau – travailleurs formés à la maintenance des installations d'eau	5 391	5 234	97 %	86 871
● Eau – Personnes bénéficiant d'un accès nouveau ou amélioré à l'eau et à l'assainissement	3 998 953	4 228 100	106 %	26 454 060
dont des femmes ²	2 513 492	2 657 520		17 609 040
● TIC – Personnes bénéficiant d'un accès amélioré aux services de TIC de bases	2 769	2 769	100 %	344 370
INTÉGRATION RÉGIONALE				
● Transport – Routes transfrontalières construites ou réhabilitées (km)	695	680	98 %	5 279
● Énergie – Lignes de transport transfrontalières construites ou réhabilitées (km)	1 215
DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ				
● Recettes publiques provenant de projets et de sous-projets d'investissement (millions de dollars EU)	790	783	99 %	283
● Effet sur les PME (chiffre d'affaires lié aux investissements) (millions de dollars EU)	216	256	119 %	100
● Microcrédits consentis (nombre)	14 687	12 447	85 %	50 607
● Clients de microfinance formés à la gestion des affaires	312	311	100 %	34 327
● Emplois créés	886 016	894 070	101 %	1 039 140
dont pour les femmes ²	...	219 200		252 590
● Personnes bénéficiant de projets d'investissement et de ressources de microfinance	2 021 008	2 066 830	102 %	27 258
dont des femmes ²	...	621 960		...
● Agriculture – Terres avec gestion améliorée de l'eau (ha)	73 511	49 590	67 %	165 078
● Agriculture – Terre dont l'utilisation a été améliorée : plantation d'arbres, reforestation (ha)	452 090	441 270	98 %	238 808

● Agriculture – Populations rurales utilisant des technologies améliorées	1 188 682	2 305 670	194 %	1 254 887
● Agriculture – Personnes bénéficiant d'améliorations dans l'agriculture dont des femmes ²	9 726 101	9 659 470	99 %	40 909 321
	4 203 882	4 175 080	99 %	19 139 698

COMPÉTENCES ET TECHNOLOGIE

● Personnes bénéficiant de la formation professionnelle	8 695	5 435	63 %	58 747
dont des femmes ²	5 868	3 669		25 370
● Salles de classe et installations d'enseignement construites	1 805	1 412	78 %	964
● Enseignants et autre personnel d'enseignement recrutés/formés	37 067	30 424	82 %	12 029
● Personnes bénéficiant d'un meilleur accès à l'éducation	2 190 852	2 153 460	98 %	1 023 921
dont des femmes ²	1 044 137	1 026 320		460 764
● Centres de santé primaires, secondaires et tertiaires	807	755	94 %	250
● Travailleurs de la santé formés	13 879	14 661	106 %	29 781
● Personnes ayant accès à de meilleurs services de santé	46 638 477	39 658 120	85 %	12 930 393
dont des femmes ²	26 679 661	22 686 530		6 933 422

GOUVERNANCE ET RESPONSABILITÉ

● Pays dont la qualité de la gestion budgétaire et financière s'est améliorée	17	14	82 %	...
● Pays dont la qualité de l'administration publique s'est améliorée	5	5	100 %	...
● Pays où la transparence, la responsabilité et l'atténuation de la corruption se sont améliorées	17	11	65 %	...
● Pays disposant de systèmes de passation de marchés améliorés	3	3	100 %	...
● Pays où la compétitivité s'est améliorée	12	6	50 %	...

...= données non disponibles ; ha = hectare ; km = kilomètre ; MW = mégawatt ; m3 = mètre cube ; PME = petite et moyenne entreprise ; TIC = Technologie de l'information et de la communication

1 L'indicateur de performance pour la gouvernance comporte différents seuils. Compte tenu de la nature et de la distance d'attribution, les niveaux concernant les feux de circulation sont différents de ceux d'autres indicateurs : vert, 75 % et plus ; jaune, 50 –75 % ; et rouge, moins de 50 %/.

2 Les chiffres désagrégés selon le genre sont extrapolés d'un sous-ensemble de projets pour lesquels il existe des données, données de référence et données effectives comprises. Comme de plus en plus de projets prennent en compte la dimension du genre, ces données devraient devenir de plus en plus solides et exhaustives.

Nota : Chiffres en UC établis au taux 1 UC= 1,53 \$.

Source : Groupe de la Banque africaine de développement

Annexe I : Liste des opérations approuvées au titre du FAD-13

Titre et secteur	Pays	FAD-13 -Financement ABP, FAT, OR (y compris les charges additionnelles)	Financement provenant des annulations	Total – Projets approuvés
Agriculture et sécurité alimentaire				
Drought Resilience and Sustainable Livelihoods Programme 2 (DRSLP 2)	Multinational	79.52		79.52
Kariba Dam Reconstruction	Multinational	51.12		51.12
Lakes Edward and Albert Integrated Fisheries and Water Resources Management Project (LEAF II)	Multinational	12.06		12.06
Le projet Pôle de croissance de Bagré	Burkina Faso	22.06		22.06
Projet de réhabilitation et extension du périmètre irrigué de Bas Mangoky - II	Madagascar	40.14		40.14
Programme de renforcement de la Résilience à insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS)	Multinational	171.37		171.37
Drought Resilience and Sustainable Livelihoods Program in the Horn of Africa (DRSLP III)	Multinational	23.27		23.27
Projet de Réhabilitation des Infrastructures d'appui à la sécurité Alimentaire II (PRIAS II)	Sao Tome & Princ.	11.50		11.50
Développement du capital				
East Africa's Centre of Excellence for Skills and Tertiary Education in Biomedical Sciences Phase I	Multinational	66.25		66.25
Strengthening West Africa's Public Health Systems Response to the Ebola Crisis (SWAPHS)	Multinational	41.81		41.81
Multinational - Exceptional and Emergency Assistance to Fight the Ebola Haemorrhagic Fever Epidemic in Guinea and Neighbouring Countries	Multinational	2.35		2.35
Projet d'appui à la réalisation des infrastructures socio- économiques et à la promotion des activités économiques dans les régions	Djibouti	7.50		7.50
Support to technical, Vocational, Education and Training for relevant Skills Development-Phase II - Centers of Excellence Tivet (Phase II)	Kenya	41.00		41.00
Projet de développement des compétences et des ressources humaines (PDCRH)	Congo, Rep. of	7.50		7.50
Programme d'appui au renforcement de l'inclusion et de la cohésion sociale (PARICS)	Côte d'Ivoire	30.40		30.40
Skills development for job creation	Eritrea	14.54		14.54
Malawi - Protection of Basic Services Programme	Malawi	22.35		22.35
Programme d'appui à la formation et à l'emploi des jeunes (PAFEJ)	Mauritania	2.35		2.35
Skills, Employability and Entrepreneurship Programme (SEEP) II	Rwanda	49.00		49.00
Capacity Building for Improved Quality of the Education System and Skills Development Project	Sudan	15.30		15.30
Support to Technical Vocational Education and Training and Teacher Education Project	Tanzania	34.00		34.00
Gouvernance				
Programme d'Appui à la Promotion du secteur privé (PAPSP)	Burkina Faso	20.00		20.00
Projet d'Appui à la Transformation de l'Economie et à la Création de l'Emploi (PATECE)	Burkina Faso	11.76		11.76
Energy Sector Budget Support Programme	Burkina Faso	23.53		23.53
Programme d'Appui aux Réformes de la Gouvernance Economique Phase I (PARGE I)	Burundi	7.00		7.00
Programme d'urgence d'appui à la sortie de crise et la reprise économique (PUASCRIE)	Central African Rep.	15.41		15.41
Programme d'appui à la reconstruction des communautés de base (PARCB) Phase I	Central African Rep.	10.88		10.88
Energy Sector Reform and Financial Governance Support Programme - Phase II	Comoros	4.00		4.00
Projet d'appui au recensement général de la population et au renforcement des bases de données sociales	Congo DRC	15.00		15.00
Projet d'appui au développement du secteur privé et à la création de l'emploi	Congo DRC	44.71		44.71
Ebola Secor Budget Support - Fight back program	Multinational	103.31		103.31
Economic and Financial Reforms Support programme Phase II (PAREF II)	Guinea	13.13		13.13
Institutional Support Project for Public Private Partnership (ISP-PPP)	Ethiopia		1.17	1.17
Guinea-Bissau - Emergency Economic and Financial Reform Support Programme	Guinea-Bissau	5.00		5.00
Madagascar - Emergency Economic Recovery Programme (PURE)	Madagascar	25.00		25.00
Madagascar - Investment Promotion Support Project	Madagascar	7.00		7.00
Programme d'Appui à la Gouvernance et au Développement du Secteur Privé	Mali	15.72		15.72
Governance Support Project for Inclusive Growth Promotion (PAGOCI)	Mauritania	2.35		2.35
Economic Governance and Inclusive Growth Reform Program	Mozambique	22.75		22.75
Multinational Statistical Capacity Building Program for Managing for Development Results	Multinational	11.76		11.76
Inclusive Economic Management Program (IEMP) - Phase I	Sierra Leone	4.00		4.00
Public Financial Management Improvement Consolidation (PFMIC) Project	Sierra Leone	2.71		2.71
Building Capacity for Inclusive Service Delivery	Sudan	32.93		32.93
Projet d'appui à la mobilisation des ressources et au renforcement des capacités institutionnelles (PAMOCI)	Togo	5.00		5.00
Strengthening Institutions of Transparency and Accountability Project	Zimbabwe	2.35		2.35

Finance				
Development Bank of Nigeria PLC (DBN)	Nigeria	32.59		32.59
Multinational - Programme de réhabilitation et de renforcement de la résilience des systèmes socio-écologiques du bassin du lac Tchad	Multinational	37.05		37.05
Environnement				
Infrastructures				
Kenya - Tanzania Power Interconnection	Multinational	102.79		102.79
African Centers of Excellence for skills and Governance in Electricity	Multinational	9.76		9.76
Kenya - Geothermal Development Company (GDC) Menengai 105 MW Independent Power Producers Partial Risk Guarantee	Kenya	2.06		2.06
Access Scale-Up Through Last Mile Connectivity and Transmission Improvement Project	Kenya	90.00		90.00
Power Sector Reform and Governance Support Program (PSRGSP)	Tanzania	50.00		50.00
Projet de renforcement de réseau de distribution électrique	Guinea-Bissau	14.38		14.38
Energie renouvelable - Centrale hydroélectrique de Jiji & Murembwe	Burundi	14.34		14.34
Énergie				
Project transport urbain Parakou	Benin	23.80		23.80
Complément Projet de transport urbain de Parakou	Benin	11.53		11.53
Projet d'aménagement et de bitumage de la RN 18: Nyakararo-Mwaro-Gitega	Burundi	22.85		22.85
Programme d'appui au secteur des transports: Phase I : Aménagement de la route Batchenga-Ntui-Yoko	Cameroon	12.46		12.46
Projet de bitumage de la route Kyabe-Singako	Chad	15.11		15.11
Projet d'aménagement de la route Tshikapa-Mbuji Mayi (Section Tshikapa-Kamuesha) et de réhabilitation des infrastructures rurales et agricoles connexes.	Congo DRC	87.06		87.06
Programme d'aménagement des routes et de Facilitation des Transports au sein de l'Union du Fleuve Mano (Phase II)	Multinational	65.76		65.76
Programme d'aménagement des routes et de Facilitation des Transports au sein de l'Union du Fleuve Mano (Phase I)	Multinational	140.93		140.93
Trans-Gambia Corridor Preparatory Studies Project – Phase II / Keur-Ali Farafenni-Senoba section	Gambia	1.18		1.18
Support Programme for the Air Transport Sector in Central Africa and Western Africa (PASTA-CO)	Multinational	9.41		9.41
Mombasa – Mariakani Highway Project	Kenya	80.00		80.00
Transport Sector Support Project: Route dinguiraye-Nioro-Keur Ayib	Senegal	23.77		23.77
Road Sector Support Project V	Uganda	70.00		70.00
Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa - Section Lovua-Tshikapa	Congo DRC	65.36		65.36
Transports				
Sustainable Rural Water and Sanitation Infrastructure Project for Improved Health and Livelihoods	Malawi	15.00		15.00
Urban Water Sector Reform and Port-Harcourt Water Supply and Sanitation Project	Nigeria	3.30		3.30
Appui au Programme National unique pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (OWNP)	Ethiopia	60.00		60.00
Projet sectoriel eau et assainissement	Senegal	20.00		20.00
Eau				
8 Projects		8.843		8.843
FAT Pilier III – Appui au renforcement des capacités et assistance technique		2 240.02	1.17	2 241.20

Nota : Nota : Données fin août 2015. Seules les données liées au Pilier II de la FAT (dernière colonne) sont de fin juin 2015.

(i) Enseignement technique professionnel, Projet de formation et de formation des enseignants en Tanzanie (47 millions de dollars EU);

(ii) Centres d'excellence d'Afrique de l'Est pour les compétences et l'éducation tertiaire en sciences biomédicales (97 millions de dollars EU) ;

(iii) Appui au perfectionnement des compétences pour l'employabilité et l'entrepreneuriat en Érythrée (19 millions de dollars EU) et Programme d'appui à la cohésion et au renforcement sociaux en Côte d'Ivoire (41 millions EU) pour accompagner les efforts faits par la Côte d'Ivoire pour restaurer la cohésion sociale et améliorer l'inclusion sociale afin de remédier aux dommages sociaux et psychologiques causés par le dernier conflit.

Annexe III : Ventilation des opérations régionales par région et par secteur pour le FAD-13

